

CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

DOSSIER

L'EUROPE ET LES TERRITOIRES

QUELS PARTENARIATS
POUR QUELLES DYNAMIQUES ?

**FRANÇOIS
ZARAGOZA**

Vous avez dit «Europe» ?

INFOGRAPHIE

Les institutions
européennes

TÉMOIGNAGES

en Centre-Val de Loire



décembre 2023

53

SOMMAIRE



L'Europe et les territoires

Dossier

P.10



Les institutions européennes

Infographie

P.20



Témoignages en Centre-Val de Loire

Témoignages

P.24

REVUE DU RÉSEAU N°53 - L'EUROPE ET LES TERRITOIRES

Comité de rédaction Centraider • **Contributeurs**, Association A.S.I.E, AFCCRE, Zeljko Coric, Astrid Courty, Laurette Denquin, Mélanie Deschamps, Europe en Berry Touraine, Fabrice Dubus-Mihai, Marcelo Fronckowiak, Alice Galle, Mouvement européen Eure-et-Loir, Philippe Paillard, Région Centre-Val de Loire, Ville de Bourges, Ville de Vendôme, François Zaragoza.

• **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com • **Elaboration de la revue** Equipe de Centraider • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Visuel de couverture** Midjourney / Guillaume Guetreau - Centraider • **Directeur de publication** Renaud Mettre • **Imprimeur** Imprimerie  • **ISSN** : 2270-8377

• **Contact** Guillaume Guetreau, chargé de communication / guillaume.guetreau@centraider.org / contact@centraider.org • **CENTRAIDER** est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français • www.centraider.org



L'

Union européenne est une construction qui se sédimente depuis le traité de Rome signé il y a 66 ans. Elle est pourtant souvent vécue comme un organisme de normes et de constructions économiques et utilisée par les États comme un bouc émissaire pour justifier leurs problèmes internes.

Le 9 juin 2024 se dérouleront les élections européennes durant lesquelles ne manqueront pas les débats sur l'utilité de rester ou pas dans cette construction. L'Europe est vécue comme quelque chose d'extérieure à nous même, alors même que nous sommes l'Europe, et l'Europe est nos territoires.

ÉDITO

D'ailleurs, l'Union européenne soutient la région Centre Val de Loire au travers de différents programmes et fonds visant à favoriser le développement économique, social et environnemental. Cela inclut des financements pour des projets d'infrastructures, de recherche et d'innovation ainsi que des initiatives visant à renforcer l'emploi et la formation. Les fonds européens structurels et d'investissement tels que le FEDER (fonds européen de développement régional) et le FSE + (fonds social européen) sont deux fonds importants d'investissements européens sur la région Centre Val de Loire.

Ceux-ci sont utilisés pour soutenir les initiatives régionales et représentent 412,4 millions d'euros pour la période 2021 - 2027. La Région veut, avec ces fonds, porter une attention particulière à la relocalisation des chaînes de productions stratégiques liées aux secteurs sanitaire, social et alimentaire. Dans le domaine du numérique, elle entend soutenir la numérisation des services publics et de l'économie tout en luttant contre l'illectronisme et l'accès inégal au numérique. Elle souhaite enfin poursuivre la transition écologique et promouvoir l'économie sociale et solidaire. Développer la recherche, l'innovation, la formation, tout en « préservant les ressources naturelles et en développant un modèle d'économie sobre en carbone », si la région peut impulser sa politique pour son territoire et ses habitants c'est aussi grâce à l'Europe.



”

On a souvent tendance à les oublier, mais les valeurs de l'Europe sont associées aux droits de l'homme, à l'état de droit, à la liberté, à l'égalité et à la diversité culturelle.

Enfin comment ne pas évoquer le programme ERASMUS + dans lequel la France devient le premier pays d'envoi pour les secteurs de l'enseignement scolaire et de la voie professionnelle, avec plus de 136 000 mobilités Erasmus+ financées en 2022 pour les différents publics en éducation et formation.

Via les jumelages et les mobilité jeunes, les relations européennes occupent une place très importante pour les structures de la région Centre-Val de Loire identifiées comme actrices et acteurs de coopération internationale, puisque 186 d'entre eux agissent en Europe.

On le voit donc, l'Europe est un espace de liberté de vivre, de travailler, d'étudier à travers une zone de paix, car enfin rappelons-nous d'où nous partons, la guerre franco prussienne de 1870, puis deux guerres mondiales. L'Europe est, depuis, un espace de paix et de prospérité partagées pour 445 millions d'habitants dans 27 états, un marché protégé pour nos entreprises et la protection de certains produits français « d'appellation d'origine protégée », ce sont également des valeurs de « dignité humaine inviolable, respectée et protégée » comme écrit dans la charte des droits fondamentaux.

On a souvent tendance à les oublier, mais les valeurs de l'Europe sont associées aux droits de l'homme, à l'état de droit, à la liberté, à l'égalité et à la diversité culturelle. Ces principes fondamentaux sont ancrés dans les traités de l'Union Européenne et servent de base à la coopération entre les membres. Ce sont également ces valeurs qui entre autres irriguent les réseaux régionaux multi-acteurs.

Renaud Mettre > Président de Centraider



Photos :
Centraider / CIRMA

LES RENCONTRES TECHNIQUES, EN BANDES ORGANISÉES !



”

**Créons des liens
pour une meilleure
solidarité !**

La maternité de la Belle de mai a fait naître de 1920 à 1996, plus de 150 000 enfants dont Zinedine Zidane. Située au cœur de Marseille, celle-ci est un vrai symbole de l'évolution de la ville. Elle est devenue au printemps 2017 une résidence des Villages Clubs du Soleil, premier village club urbain. C'est en ces lieux que l'équipe de Territoires Solidaires a décidé d'accueillir les douze Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA), le 29 et 30 juin 2023, pour le rendez-vous annuel des rencontres techniques. Les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs ont vocation à renforcer l'implication et améliorer la qualité des actions menées à l'international et en France dans tous les champs de la coopération et de la solidarité. Ce temps de rencontre inter-réseaux est un moyen de maintenir les liens entre les différents RRMA et de permettre l'échange de bonnes pratiques à travers plusieurs ateliers de thématiques et de temps d'interconnaissance.



RECITAL-ODD, UN PROGRAMME QUI RENFORCE LE POUVOIR D'AGIR DES CITOYENS EN FAVEUR DES ODD



Le programme RECITAL-ODD porté par la Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) est déployé dans la région Centre-Val de Loire depuis 2020 par Centraider. Son objectif est de mobiliser les territoires et les acteurs de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) dans leur diversité et complémentarité, en vue de renforcer l'engagement des citoyens en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

Dans le cadre de ce programme, Centraider a mis en place un dispositif de soutien technique et financier pour renforcer les initiatives des associations de la région qui s'engagent en faveur des ODD. En 2023, ce dispositif a permis de soutenir 11 projets visant à sensibiliser plus de 850 jeunes de la région âgés de 11 à 25 ans aux objectifs de développement durable et à l'engagement solidaire. Ces projets s'inscrivent dans un cadre partenarial entre des associations et diverses structures notamment l'enseignement agricole, les lycées d'enseignement général et professionnel, les collèges et les Points Information Jeunesse.

Pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et capitaliser sur la mise en place des

animations dans le cadre de ces projets soutenus, une rencontre des acteurs lauréats a été organisée à Orléans en juin 2023.

Les associations soutenues en 2023 par département :

- Département du Cher (18) : BioBerry Gabb18 - Ligue de l'enseignement du Cher – Délégation départementale du Cher de Solidarité Laïque
- Département de l'Indre (36) : Europe en Berry Touraine
- Département de l'Indre et Loire (37) : Lycée Sainte Marguerite (OGEC SFDA) - Les Amis de Nafadji
- Département Loir-et-Cher (41) : ESF Centre-Val de Loire
- Département du Loiret (45) : CNAM Centre-Val de Loire – Caridad du Gâtinais – MFR Ste Geneviève des Bois

Une nouvelle période de demande de financement sera ouverte du 06 février au 08 mars 2024. Vous êtes une association, un acteur culturel, un établissement scolaire de la région Centre-Val de Loire, vous avez

un projet ou une idée de projet pour sensibiliser les jeunes de la région Centre-Val de Loire aux Objectifs de développement durable et à la solidarité internationale, n'hésitez pas à prendre contact avec Centraider.



Retrouvez toutes les informations sur le dispositif et les projets accompagnés sur centraider.org

L'ASSOCIATION A.S.I.E ET CENTRAIDER AU TAMIL NADU EN INDE DANS LE CADRE DU PROJET PATAMIL SUR LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ ALIMENTAIRE



Photo :
Camille Gauguin



L'association A.S.I.E basée à Bourges, mène depuis 2011 des projets internationaux de solidarité et d'éducation au Tamil Nadu avec son partenaire l'ONG la Dhan Foundation.

A.S.I.E et la Dhan Foundation participent à la réalisation du projet PATAMIL porté par le laboratoire CEDETE de l'université d'Orléans. L'objet de cette initiative est de promouvoir la justice et l'équité alimentaire en région Centre-Val de Loire et dans le Tamil Nadu.

Dans ce cadre, une mission de terrain a été réalisée du 14 au 21 octobre 2023 dans les Jawadhu Hills par Aratim KPARTIOU-TCHASSE de Centraider, deux bénévoles d'A.S.I.E et deux salariées de la fondation Cultura dans le cadre d'un mécénat de compétences. L'objectif de cette

mission était, d'une part, de faire un point d'étape de la réalisation du projet PATAMIL et, d'autre part, de découvrir toutes les actions de la Dhan Foundation qui contribuent à améliorer les conditions de vie des villageois de cette zone tribale.

Au cours de cette mission, plusieurs rencontres ont eu lieu avec des groupements de femmes accompagnés par la Dhan Foundation, pour réintroduire la culture du petit millet dans leur production agricole. Cette céréale, en raison de son faible besoin en eau, s'adapte mieux à l'environnement local et présente des avantages nutritionnels plus intéressants que le riz, source de diabète, problème de santé publique.

D'autres programmes de la Dhan Foundation ont été visités au service de l'autonomisation des femmes, de l'accès aux soins

de santé et des énergies renouvelables. Cette mission conjointe a permis de mobiliser différentes compétences pour une meilleure compréhension du contexte et envisager de nouveaux projets en faveur des populations.



Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site du projet : patamil.centraider.org



VIE DU RÉSEAU

Photo :
Journal
La Nouvelle
République

ARRIVÉE DU NOUVEAU CONSEILLER DIPLOMATIQUE POUR LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE



Le 16 novembre, Centraider a eu le plaisir d'accueillir dans ses bureaux d'Orléans M. Stéphane Gruenberg, nouveau conseiller diplomatique auprès de la préfète de région Sophie Brocas. Ouvert et disponible, M. Gruenberg est heureux d'expérimenter la vie en province pour la première fois.

Entré au Ministère des Affaires Etrangères par le concours d'Orient, sa zone d'expertise est la corne de l'Afrique, notamment l'Ethiopie dont il parle la langue officielle, l'Amharique. Au long de sa carrière, il oc-

cupa diverses fonctions en Sierra Leone, au Cameroun, ainsi qu'en Haïti, pays qui l'a particulièrement marqué et fasciné. Il fut également ambassadeur au Burundi et en Erythrée, ainsi qu'envoyé spécial pour le Soudan. Plus récemment, il fut envoyé spécial pour la région des Grands Lacs.

Pour rappel, les conseillers diplomatiques, dont la fonction n'existe que depuis 2014, ont un rôle d'interface et de facilitateur entre le MEAE et, d'une part les services déconcentrés de l'Etat, d'autre part les divers ac-

teurs régionaux qui mènent des actions à l'international. Il a donc pour mission d'« assurer la cohérence et l'efficacité de l'action extérieure de la France dans son ensemble », notamment sur le volet économique en lien avec les entreprises exportatrices, en matière de coopération décentralisée, ou encore sur les questions migratoires.



VIE DU RÉSEAU

RENCONTRES RÉGIONALES DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

”

Après une édition 2022 consacrée à la contribution de l'ECSI aux Objectifs de Développement Durable (ODD), les rencontres 2023, qui se sont déroulées à l'Hôtel de région à Orléans, avaient pour thème « ECSI et Migrations ».

Le 1^{er} Décembre 2023, Centraider et le Conseil régional Centre Val de Loire, en partenariat avec l'AFCCRE, ont organisé les deuxièmes rencontres régionales de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Après une édition 2022 consacrée à la contribution de l'ECSI aux Objectifs de Développement Durable (ODD), les rencontres 2023, qui se sont déroulées à l'Hôtel de région à Orléans, avaient pour thème « ECSI et Migrations ». La journée s'est ouverte par un mot d'accueil de Delphine Benassy, Vice-présidente régionale déléguée à la culture et à la coopération, et de Renaud Mettre, Président de CENTRAIDER. Elle a rassemblé 80 acteurs de l'ECSI, de toute la région Centre Val de Loire, venus s'informer sur les réalités migratoires et les liens entre les phénomènes de migrations et les ODD, réfléchir sur la stratégie régionale d'ECSI, et s'ins-

pirer par la présentation de projets mis en œuvre par des structures de la région. En effet, après l'intervention d'Anna Perraudin, sociologue et chargée de recherche au CNRS, et de Justine Stievenard, responsable pour le GRDR du projet « ODDyssée – Les migrations font bouger le Monde », la fondation des Apprentis d'Auteuil et l'association ballanaise Europe « Murs » ou Solidarité ont présenté au public leurs projets, le film You'mAAAn et le rassemblement de jeunes européens au printemps dernier à Ballan-Miré. Durant la pause déjeuner, 4 volontaires en service civique et du corps européen de solidarité (CES) de l'association CONCORDIA, ont interrogé les personnes présentes sur les notions d'accueil et d'hospitalité à la manière d'un portage de paroles. François Bonneau, Président de la région, a pris la parole quelques instants pour rappeler l'engagement très fort de la région



Photos :
Centraider



Centre-Val de Loire pour l'accueil et l'insertion des personnes migrantes dans nos territoires, ainsi que l'importance de continuer à oeuvrer ensemble contre la peur de l'autre et le repli sur soi. Dans l'après-midi, le public a participé à 3 ateliers : pour contribuer à la stratégie régionale d'ECSI, pour découvrir des outils d'animations en lien avec la migration et pour échanger autour du film «Vital !» en présence d'Émilie Dieu, de l'association Passerelle Ciné et de Nicolas Aubry, réalisateur, et de Lacina Dosso, un des acteurs du film. Les équipes de Centraider et du Conseil régional tiennent à remercier les personnes présentes lors de cette journée qui fût très riche.





DOSSIER

FRANÇOIS ZARAGOZA

VOUS AVEZ DIT « EUROPE » ?

Photo :
Centraider /
Midjourney

François Zaragoza, ancien Directeur Général (de 1992 à 2008) du Conseil des Communes et Régions d'Europe, qu'il intègre à Bruxelles en 1972, comme chargé de mission au bureau de représentation des collectivités locales auprès des communautés européennes. Ancien étudiant de la faculté de Droit, économie et gestion de l'Université d'Orléans, il y retourne en qualité de chargé d'enseignement pour créer et assurer, de 2008 à 2013, le cours de « Montage de projets européens » de la Spécialité « Gestion Locale du Patrimoine Culturel » du Master 2 « Droit et Administration Publique et Territoriale ». Premier Maire-Adjoint Honoraire d'Ingré (Loiret), François Zaragoza a été élu de 1977 à 2008.

Ancien membre du Conseil d'Administration de Centraider, François Zaragoza, citoyen européen engagé, est le Président fondateur (2009) du Comité de jumelage et amitiés internationales d'Ingré et membre du Mouvement Européen-France dont il a été Président départemental du Loiret.

Une perception de l'Europe différente d'une personne à l'autre

Mon sentiment est que cette perception est de nature très différente. Elle est contrastée et d'intensité variable, d'abord selon les diverses catégories des acteurs évoqués, et ensuite parce qu'elle est façonnée, pour chacun des acteurs concernés, par leurs propres connaissances, information et formation sur les questions européennes, ainsi que par leur sensibilité et leur engagement quant à la construction européenne. Elle est également construite par leur participation, implication et contribution, le cas échéant, au montage et à la mise en œuvre d'un projet, d'un partenariat ou d'un échange européen et, faudrait-il aussi ajouter, mené ou non dans le cadre d'un programme financé ou cofinancé par exemple par l'Union européenne.

Je pourrais ainsi multiplier, et j'en oublierai, les

bonnes ou mauvaises raisons pour lesquelles il m'est difficile de donner une réponse synthétique à cette question. D'autant plus, que s'agissant des collectivités territoriales, cette perception est-elle celle des élus ou des agents territoriaux ? D'un Conseil régional, départemental ou d'une commune ? Grande ville, ville moyenne, village ? S'agissant des associations, perception des responsables associatifs ou des adhérents ? Quant aux citoyens...

Néanmoins, et comme tout au long de ma vie professionnelle, j'ai été en relation, en les accompagnant parfois dans leur action, avec de très nombreux « acteurs ou futurs acteurs européens de terrain », de toutes catégories et sur l'ensemble du territoire français notamment, j'ai beaucoup entendu des observations du type « L'Europe, c'est pas simple ! », « L'Europe, je n'y comprends rien ! », « L'Europe, c'est loin ! », « L'Europe, ça sert à quoi ? », « L'Europe, c'est bureaucratique ! », « L'Europe, on n'est jamais prêt à temps ! », « L'Europe, c'est beaucoup de réunions ! », « L'Europe, ce n'est pas prioritaire ! », etc... etc... selon que mon interlocuteur était un élu, un agent territorial, un responsable associatif ou un citoyen, impliqué ou non dans un jumelage ou partenariat.

Heureusement, j'ai aussi entendu « L'Europe, ça me permet de mieux comprendre ce que je fais », « L'Europe, ça m'a aidé à mieux travailler avec mon collègue du service », « L'Europe, on a vu comment mieux intégrer nos jeunes sportifs », « L'Europe, elle nous a aidé à travailler ensemble sur notre histoire commune »,

Photo :
Mika Baumeister / Unsplash

”

Pour aller vite, les premiers commentaires sont plutôt ceux des acteurs qui n'avaient pas, peu ou mal « goûté » à l'Europe, et les seconds de ceux qui y avaient pris goût et en redemandaient même...

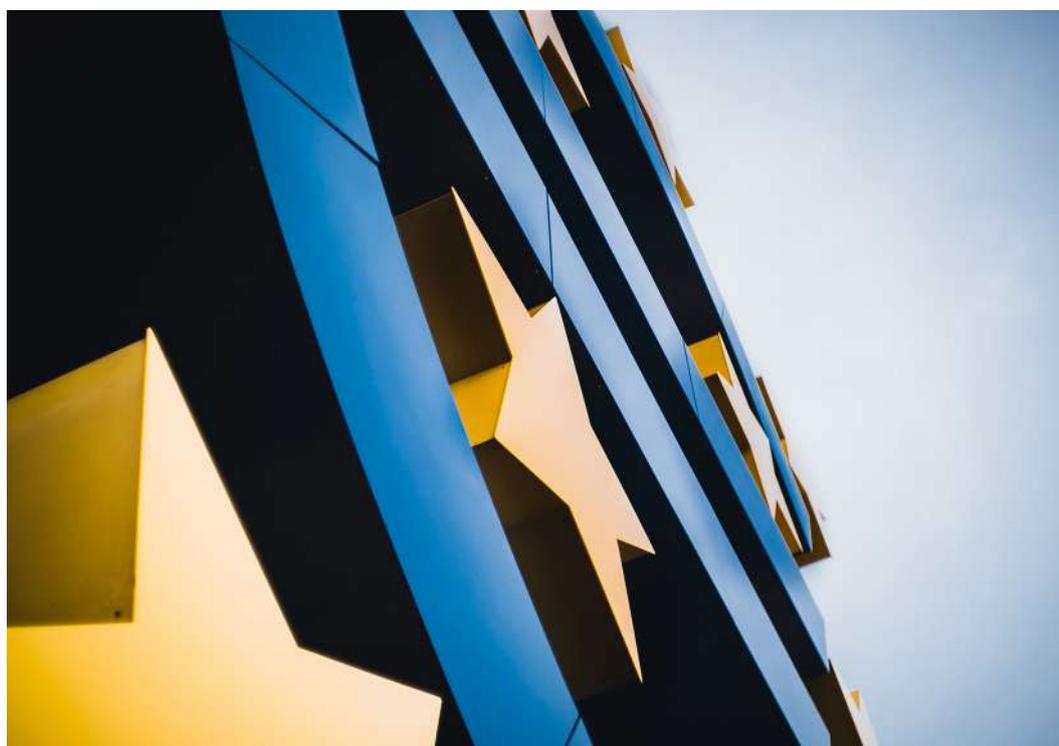
« L'Europe, quand je suis dans ma commune jumelée, je m'y sens bien », « L'Europe, on a abordé des questions auxquelles on a essayé ensemble d'apporter des réponses ».

Pour aller vite, les premiers commentaires sont plutôt ceux des acteurs qui n'avaient pas, peu ou mal « goûté » à l'Europe, et les seconds de ceux qui y avaient pris goût et en redemandaient même...

Et pourtant, il faut se rendre à l'évidence, s'investir dans le champ européen, qu'il s'agisse d'une collectivité territoriale, d'une association ou même d'un citoyen, n'est pas ou peu considéré comme relevant du quotidien de leur champ d'action.

encore qu'un grand quotidien du soir qualifié de « référent de la presse française » évoque, relate et commente les informations concernant l'Union européenne et l'Europe dans la rubrique « International », en vrac avec l'actualité en Argentine, la situation au Moyen-Orient, les combats en Birmanie, le drame d'Haïti... Cela ne favorise pas la lisibilité de l'entité Europe par rapport au reste du monde, me semble-t-il.

De plus, la construction européenne engagée avec les Traités de Paris 1951 et Rome 1957 reste aujourd'hui, et personnellement je le déplore, un chantier inachevé, qu'il s'agisse du nombre des Etats membres (on est passé de 6 à 27



L'Europe reste encore une notion difficile à appréhender pour une partie de la population

L'Europe est aujourd'hui encore une notion et un horizon difficiles à appréhender pour nombre de nos concitoyens alors qu'elle est si présente et ancrée dans nos vies quotidiennes. L'Europe, malgré les efforts de beaucoup et les progrès réalisés, figure trop souvent encore dans notre imaginaire comme une partie constitutive des « affaires étrangères » et même parfois dénoncée par certains, comme un adversaire alors qu'elle constitue un ensemble dont notre pays, lui, est non seulement partie intégrante mais aussi pays fondateur.

Comment ne pas rappeler qu'aujourd'hui

après avoir été 28 et l'on évoque des élargissements futurs), de la répartition des compétences entre les Etats et les institutions et entre institutions communautaires elles-mêmes : Conseil des Ministres, Conseil européen, Commission européenne, Parlement européen, sans parler du Comité des régions ou encore du Comité économique et social.

Qu'il me soit permis d'ajouter aussi, même surtout, que « l'enseignement à l'Europe », dans nos différents cursus, de l'école élémentaire au collège et au lycée, dispose d'une marge de progression remarquable qu'il faudrait manifestement combler, comme il faudrait renforcer « la formation à l'Europe » des enseignants. De même, je considère indispensable de rendre plus lisible et intelligible l'information relative à l'apport de l'Europe, de quelque nature qu'il soit, financier



Photo :
Karine Zenda /
Unsplash

”

En septembre 1985, Jacques Delors, alors Président de la Commission européenne [...] déclarait « ...on ne peut pas écarter que, dans trente ans, quarante ans l'Europe formera un OPNI - une sorte d'Objet Politique Non Identifié - ... »

ou non, aux réalisations sur les territoires, clairement et sans artifice de langage. Le citoyen pourrait alors constater la place, le rôle de l'Europe dans son quotidien.

Pour résumer, cette perception des acteurs sur l'Europe, je la qualifie de multiple, diverse et contrastée parce que « l'Europe », construction et entité « jeune » à côté des Etats, est difficile aujourd'hui à comprendre. Mais je ne suis pas convaincu que chacun d'entre eux comprenne mieux le fonctionnement de notre Etat, notre région, notre département, notre commune ou notre intercommunalité, pour ne citer qu'eux !

En septembre 1985, Jacques Delors, alors Président de la Commission européenne et intervenant à Luxembourg, lors de la première conférence intergouvernementale chargée (déjà !) de préparer une réforme des traités communautaires, déclarait : « on ne peut pas écarter que, dans trente ans, quarante ans, l'Europe formera un OPNI - une sorte d'Objet Politique Non Identifié ».

Nous sommes quarante ans après, et le propos de Jacques Delors se vérifie effectivement, l'Europe est bien un OPNI ! Faisons en sorte qu'elle soit mieux identifiée, c'est ce que font au quotidien les acteurs locaux de l'Europe, dont je tiens à saluer le travail.

L'impact de l'Europe sur les territoires

Cet impact est quotidien, majeur, essentiel même, mais trop peu connu ou reconnu car mal identifié.

Mais j'y reviendrais car d'abord, je ne peux pas ne pas citer l'impact premier, l'apport inestimable qu'est l'Europe pour l'ensemble des territoires, toute échelle confondue, et

pour l'ensemble des citoyens des pays qui la composent. L'Europe est aujourd'hui, et depuis le début des années 50, un territoire de paix !

Cela peut paraître banal à certains, alors qu'ils soient attentifs à ce qui se passe aux frontières immédiates de l'Europe ou à quelques heures d'avion de ses frontières. Ce sont les mêmes folies meurtrières et destructrices que nos territoires européens et leurs citoyens ont trop souvent vécues aux siècles derniers. Et nous nous étonnons que beaucoup - des Etats ou des êtres humains qualifiés d'étrangers ou migrants - veuillent rejoindre aujourd'hui cette Europe !

Mais, à cet espace de paix qu'est l'Europe aujourd'hui, je me dois d'ajouter les valeurs qui la fondent et qui la régissent, recueillies dans « la Charte des droits fondamentaux » : démocratie, état de droit, respect des droits humains, liberté de penser et de s'exprimer, droit à l'éducation, égalité et non discrimination en raison du sexe, de la religion... et cette liste est incomplète. Valeurs parfois sérieusement écornées par des gouvernements de certains pays membres !

J'ai dit « impact quotidien, majeur et essentiel » et quelle que soit l'échelle des territoires.

Au risque d'un inventaire à la Prévert qui sera incomplet. Quelle serait l'état de notre agriculture sans la politique agricole commune, même perfectible ! ou, à partir des années 1975, que dire de la mise en œuvre de « la politique régionale » (aujourd'hui « politique de cohésion économique, sociale et territoriale ») dont notre pays a largement bénéficié tant dans les territoires métropolitains que dans les territoires de nos régions ultramarines. Et, la création de la monnaie unique, l'Euro, en 1999, qui a mis fin notamment aux dévaluations « compétitives » entre monnaies nationales qui mettaient à mal, non seulement nos économies nationales, mais aussi la vie quotidienne de nos concitoyens.

Parlons également de ce grand succès qu'est Erasmus, créé en 1987 et élargi au fil des années à des Etats hors de l'Europe et à des publics plus larges que les seuls étudiants. Parlons de l'impact quotidien de l'Europe dans la vie des citoyens comme les progrès réalisés afin de consommer une eau de qualité, de pouvoir respirer un air plus salubre, de limiter les dommages causés par certains modes de combustion. Le débat actuel autour du Pacte Vert et les reculs qui s'annoncent ne sont pas du fait de « l'Europe » mais bien de celui des Etats.

Et à ceux qui considèrent qu'« avec l'Euro tout est devenu plus cher », ne faut-il pas rappeler le vieil adage « comparaison n'est pas raison » et que près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis la mise en circulation de l'Euro. Il faut également constater que dans un pays qui a fait récemment l'actualité et dont la monnaie n'est pourtant pas l'Euro, l'inflation ap-

proche les 150 % par an !

A ceux qui s'étonnent, avec raison, du faible résultat d'une politique sociale européenne, comment ne pas rappeler qu'il n'existe pas de politique sociale spécifique européenne puisque ce domaine – qui concerne notamment l'emploi et le chômage, les conditions de travail, l'égalité hommes-femmes, la protection sociale... – relève avant tout de la compétence des États.

Quant à l'impact de l'Europe sur les collectivités territoriales, il me paraît utile, en préambule, de rappeler notre cadre institutionnel. Notre pays est aujourd'hui un État unitaire dont « l'organisation de la République est décentralisée ». Pour y parvenir, il aura fallu attendre les lois Defferre à partir de 1983 (Acte 1 de la décentralisation) et la révision constitutionnelle de 2003 (Acte II de la Décentralisation en passant par la loi de février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (dite loi ATR). C'est dire combien l'État a veillé longtemps à ce que les « politiques européennes » avec pour certaines d'entre elles, des incidences directes ou indirectes sur les territoires, ne lui échappent pas et transitent par lui.

La politique régionale de 1975 et la création des fonds structurels européens fut la reconnaissance par l'Europe du monde local et régional, un monde au paysage très divers, selon la structure institutionnelle de chacun des États, soit fédéraux comme aujourd'hui l'Allemagne, la Belgique ou l'Autriche, soit régionaux comme l'Italie ou l'Espagne, soit décentralisés comme la France et le plus grand nombre des États européens où la décentralisation connaît des degrés très variables d'un pays à l'autre.

Aujourd'hui, dans notre pays, cet impact est incontestable, j'en veux pour preuve ce qui a constitué une véritable révolution pour la France et qui existait depuis longtemps chez nos voisins européens. En effet, en janvier 2014, la « loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles », dite MAPTAM, confiait aux régions la gestion de la majorité des fonds européens structurels et d'investissement. Ces fonds constituent l'un des principaux postes de dépenses de l'Union européenne. Entre 2021 et 2027,

”

La politique régionale de 1975 et la création des fonds structurels européens fut la reconnaissance par l'Europe du monde local et régional, un monde au paysage très divers, selon la structure institutionnelle de chacun des États [...]

331 milliards d'euros seront partagés entre les 27 États membres, soit environ un tiers du budget de l'Union européenne (source : touteurope.eu).

Qu'il soit permis à l'observateur que je suis aujourd'hui, de dire la détermination et le volontarisme qui sont ceux des régions françaises, et bien naturellement ceux de notre région Centre-Val de Loire, pour utiliser les multiples leviers européens afin de dynamiser les territoires avec les autres collectivités et en partenariat avec les nombreux acteurs du monde économique, universitaire et de la recherche, culturel et associatif notamment, et ainsi donner à l'Europe la place qui lui revient au cœur des territoires.

A cet effet, il me paraît utile de consulter : europecentre-valdeloire.eu

Photo :
Stephane Valentin /
Unsplash



Photo :
Agence des
Monstres
/ Killian Pavic



DOSSIER

L'AFCCRE : AGIR POUR UNE EUROPE DES TERRITOIRES, PROCHE DE SES CITOYENS

> AFCCRE

Contribution coordonnée par Félix Henou, Chargé de Mission auprès du Directeur Général de l'AFCCRE



L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), dont le siège est à Orléans, est une association nationale et pro-européenne qui regroupe près de 1 000 collectivités territoriales. Créée en 1951, elle est présidée par Philippe LAURENT, Maire de Sceaux et conseiller régional d'Île-de-France.

L'AFCCRE et ses missions

L'association constitue la branche française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne qui rassemble près de 100 000 collectivités territo-



L'association constitue la branche française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne qui rassemble près de 100 000 collectivités territoriales en Europe.

riales en Europe. L'AFCCRE est par ailleurs membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

Ayant favorisé l'essor du mouvement des jumelages au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'AFCCRE couvre désormais l'ensemble des politiques européennes intéressant directement ou indirectement les collectivités territoriales françaises.

Ses activités s'articulent aujourd'hui autour de plusieurs grandes missions :

- La prise en compte des collectivités territoriales dans toutes les politiques européennes ;
- Un travail de plaidoyer en faveur de l'autonomie locale et régionale ;
- L'accompagnement et le conseil des collectivités territoriales dans le suivi des dossiers européens et internationaux et la mise en œuvre des politiques européennes au niveau local ;
- L'échange d'expérience entre élus locaux et régionaux sur les thématiques européennes.

L'AFCCRE est l'interlocuteur privilégié des associations de collectivités territoriales européennes, avec lesquelles elle organise de multiples rencontres bilatérales et multilatérales. L'association dispense aussi des formations à un public de cadres administratifs ou d'élus.

Une prise en compte des collectivités territoriales dans les politiques européennes

Du fait de son engagement fondateur, le CCRE a été historiquement le porte-parole des collectivités territoriales auprès des

institutions européennes dès leur mise en place et tout au long de leur évolution. Il accompagnera ainsi la reconnaissance formelle du rôle des collectivités par la création du Comité des Régions (CdR) quand la Communauté Économique Européenne (CEE) deviendra l'Union européenne (UE) avec le Traité de Maastricht.

Ainsi, depuis 1994, la Commission européenne et le Conseil de l'UE doivent consulter le CdR sur les nouvelles propositions législatives ayant un impact à l'échelon régional ou local (soit 70% de la législation de l'UE) : la cohésion économique, sociale et territoriale, les Fonds structurels, le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, l'emploi et les affaires sociales, l'éducation, la jeunesse, la formation professionnelle, la culture et le sport, l'environnement, l'énergie et le changement climatique, les transports, les réseaux transeuropéens et la santé publique.

Parallèlement le CCRE et d'autres réseaux de collectivités territoriales thématiques poursuivent des relations de travail étroites avec les institutions européennes pour défendre le point de vue et l'autonomie des collectivités territoriales européennes à tous les stades de l'élaboration des législations intéressant les citoyens dans les territoires.

L'Europe dans les territoires

L'Europe est présente au quotidien dans les territoires : ce sont bien sûr les échanges et partenariats, notamment les jumelages, entre la France et ses partenaires européennes, qui sont animés par les collectivités et les comités de jumelages, et que l'AFCCRE accompagne. Ce sont aussi les politiques à destination des jeunes, en particulier en matière de mobilité.

En matière de développement local, les fonds européens de cohésion, gérés depuis 2014 par les Régions, irriguent un grand nombre de territoires. L'AFCCRE appuie le déploiement des programmes correspondants auprès des collectivités territoriales, pour des projets d'investissements en matière par exemple de transition énergétique, de numérique, d'attractivité ou bien encore d'emploi, de formation ou de lutte contre l'exclusion.

L'AFCCRE accompagne aussi ses membres dans la mise en œuvre des règles liées au financement des missions de services publics (les SIEG), à la commande publique, aux aides aux entreprises, au socle européen des droits sociaux, au semestre européen, mais aussi l'importante législation en matière de climat et d'environnement, ainsi que les opportunités de financements qui y sont liées.

La politique internationale de l'UE et l'action extérieure des collectivités territoriales

L'action extérieure de l'UE s'est progressivement structurée depuis les années 1990, intégrant une prise en compte de la coopération décentralisée.

C'est dans ce contexte de montée en puissance de la politique d'aide au développement de l'UE que le CCRE décide de créer Platforma en 2009 avec 19 réseaux de collectivités territoriales en Europe, dont l'AFCCRE. L'objectif est double : faire reconnaître l'expertise des collectivités territoriales en matière d'aide au développement et promouvoir une dimension européenne de la coopération pour le développement, fondée sur des principes et des valeurs.

Dans ce cadre l'AFCCRE a proposé des initiatives sur plusieurs thèmes prioritaires : égalité femmes-hommes, sensibilisation au développement et à la coopération décentralisée, coopération en matière de climat et d'énergie, dialogue avec le voisinage oriental de l'UE, auxquelles s'ajoute son activité de formation et plaidoyer en faveur de la reconnaissance de l'action extérieure des collectivités territoriales.

Au niveau européen, il n'existe plus de programme dédié à l'AECT, mais plusieurs programmes demeurent en matière d'EC-SI (notamment le programme DEAR). Par ailleurs, des opportunités existent auprès des représentations de l'UE dans les pays partenaires.



L'action extérieure de l'UE s'est progressivement structurée depuis les années 1990, intégrant une prise en compte de la coopération décentralisée. C'est dans ce contexte de montée en puissance de la politique d'aide au développement de l'UE que le CCRE décide de créer Platforma en 2009 avec 19 réseaux de collectivités territoriales en Europe, dont l'AFCCRE.



LA GLOBAL EDUCATION WEEK ET LE GLOBAL EDUCATION WEEK NETWORK

Alice Galle > CRID

« L'éducation à la citoyenneté mondiale est une éducation qui permet aux individus de réfléchir de manière critique au monde et à la place qu'ils y occupent ; à ouvrir les yeux, le cœur et l'esprit sur la réalité du monde aux niveaux local et mondial. Il permet aux gens de comprendre, imaginer, espérer et agir pour faire naître un monde de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, l'équité et l'égalité, la durabilité planétaire et la compréhension internationale. Cela implique le respect de l'humain les droits et la diversité, l'inclusion et une vie décente pour tous, maintenant et à l'avenir. »

La Déclaration de Dublin (2022) - Déclaration européenne sur l'éducation mondiale à l'horizon 2050

Du 6 au 9 juin 2024, les citoyens et les citoyennes des 27 états membres de l'Union européenne se rendront dans leurs urnes pour élire les députés européens qui les représenteront pour une durée de 5 ans. L'année 2024 s'annonce donc une période clé pour renforcer les partenariats européens que portent des acteurs de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) en France et en région et élargir les objectifs de transformation sociale à l'échelle européenne.

La Global Education Week a été créée par le Centre Nord-Sud¹ du Conseil de l'Europe il y a plus de 20 ans, dans l'objectif d'aider les citoyens et les citoyennes à développer leur esprit critique afin de favoriser des dy-

namiques de solidarité, de résilience et de mobilisation pour une citoyenneté globale. En France, c'est le Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (CRID) qui coordonne cette semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale via notamment le Festival des Solidarités qui est un des événements labellisés à l'échelle européenne. La Global Education Week, qui est cofinancée par l'Union européenne, est une campagne décentralisée, qui se déroule chaque année la troisième semaine de novembre, qui rassemble 300 000 participants à travers le monde et qui catalyse des milliers d'activités liées à l'éducation à la citoyenneté mondiale, aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la responsabilité collective pour les atteindre.

Chaque année, le réseau choisi un thème spécifique en lien avec un des ODD. En 2023, le thème et le slogan pour cette édition était « La paix pour la planète. Une planète de paix ». Ce fut l'occasion d'échanger autour des impacts du dérèglement climatique sur la paix dans le monde (conflits armés, migrations, accès aux ressources naturelles, impacts environnementaux de l'industrie, etc). Ce thème faisait échos au focus du Festival des Solidarités sur la souveraineté alimentaire. Il visait notamment à favoriser la mobilisation des populations locales pour la défense de leurs territoires et ressources naturelles.

Au-delà de l'évènement, le Global Education Week Network (GEWN) est un réseau

de rencontre et d'entraide, qui vise à développer des communautés d'apprentissage pour une citoyenneté globale à l'échelle européenne. Il a comme objectif de favoriser la collaboration entre des acteurs et les actrices de la société civile et des institutions éducatives à l'échelle locale, nationale et européenne. Les membres du réseau se rencontrent chaque année à l'occasion d'un séminaire européen.

Pour les acteurs et actrices du Festival des Solidarités, et pour l'ensemble des acteurs de l'ECSI en France, le réseau Global Education Week Network peut être l'opportunité de nouer des relations partenariales avec d'autres acteurs de l'ECSI à l'échelle européenne !

Vous pourrez également trouver sur le site internet de la GEWN de nombreuses ressources européennes concernant l'éducation à la citoyenneté mondiale.

¹Le Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiale, plus communément connu comme le Centre Nord-Sud, a été créé à Lisbonne en mai 1990 avec l'objectif de promouvoir le dialogue entre le Nord et le Sud, de favoriser la solidarité et la sensibilisation à l'interdépendance mondiale.



TÉMOIGNAGE

LE TOURS VOLLEY BALL CLUB, UN CLUB NÉ POUR L'EUROPE

Photos : TVB

**Marcelo Fronckowiak
et Zeljko Coric**
> Tours Volley Ball Club

Marcelo Fronckowiak est de nationalité brésilienne, il est entraîneur au TVB. Zeljko Coric est de nationalité serbe, il est joueur et capitaine du TVB.

Le TVB est composé de joueurs de 7 nationalités différentes. Comment l'interculturalité au sein de l'équipe est-elle vécue ?

Z.C : Le volley-ball connecte les joueurs, la différence culturelle peut nous aider à gagner des matchs. En tout cas, elle ne nous empêche pas de collaborer. En 17 ans, j'ai croisé beaucoup de joueurs, il existe des préjugés autour des différentes cultures ! Quand je jouais au Liban et en Biélorussie, j'avais des préjugés et j'ai finalement trouvé des similitudes avec ma culture. Quand j'ai compris les différences, j'ai aussi commencé à mieux apprécier mon propre pays et cela m'a enrichi, j'ai beaucoup appris de ces expériences. Travailler dans d'autres pays m'a donné à voir d'autres façons de penser, cela m'a permis de m'améliorer et de me confronter à des critiques sur mon jeu qui m'ont faites progresser. Psychologiquement, mes saisons en dehors de la France m'ont fait grandir.

M.F : L'interculturalité est une force, et en même temps il faut être très attentif, trouver un langage commun. 85% des joueurs parlent français donc, nous essayons de garder le français comme langue commune mais de temps en temps, pour le partage

d'informations et le bien commun, il faut parler anglais pour que tout le monde ait le même niveau de compréhension. Depuis que j'ai décidé de faire carrière en Europe, cela m'a beaucoup aidé de travailler avec des cultures différentes, cela a questionné mes certitudes. Nous venons d'écoles qui ont leurs codes, mais il y a plusieurs façons d'apprendre les mêmes choses, ce qui est une grande richesse. A partir du moment où on a une ouverture d'esprit et qu'on adopte le regard de l'autre, on peut s'adapter à un autre système. Je me sens une personne plus forte dans le sens où j'ai amélioré ma perception et ouvert des possibilités de m'imprégner d'autres façons de faire.

M. Coric vous avez joué en Serbie, en Bosnie, en Autriche, en Belgique, au Liban, en Biélorussie, quels impacts ont eu ces expériences ?

Z.C : Mes expériences hors de la France m'ont permis de me couper de certaines habitudes qui m'empêchaient de progresser. En France, les conditions pour travailler sont exceptionnelles : les infrastructures, la formation, les entraîneurs, tout y est. Dès que vous partez dans un pays un peu moins riche, toutes ces conditions ne

”

Je me sens un citoyen du monde. J'ai eu l'opportunité de voyager dans plusieurs pays, j'essaie de récupérer des choses, sur les comportements, les sentiments, et je n'arrive plus à penser le monde de manière séparée entre le Sud et le Nord.

sont pas présentes, les joueurs se battent, ils s'entraînent pendant 7 ou 8 heures par jour pour espérer être repérés par un club français. Il y a des joueurs qui doivent passer 10 ou 15 ans de leur vie professionnelle à donner le meilleur d'eux-mêmes pour espérer s'entraîner en France alors que pour les joueurs français les conditions sont très bonnes dès le départ. Cela crée de l'ambition chez les joueurs.

M. Fronckowiak, votre parcours vous a emmenés en Russie, en Italie, en Pologne et en Slovaquie, en tant que brésilien quelle est votre vision de l'Europe ?

M.F : Je me sens un citoyen du monde. J'ai eu l'opportunité de voyager dans plusieurs pays, j'essaie de récupérer des choses, sur les comportements, les sentiments, et je n'arrive plus à penser le monde de manière séparée entre le Sud et le Nord. Il est urgent de prendre des engagements forts en faveur de l'écologie, notamment sur les événements sportifs qui génèrent beaucoup de déchets. Les changements du monde passent par l'éducation. La première fois que je suis arrivé en France c'était à Tourcoing, et au Brésil nous avions déjà le tri sélectif dans la ville où nous vivions, le tri en France est arrivé après.

L'Europe, est un continent de savoirs, les pays du Tiers-Monde ont été colonisés et éduqués par les européens, dont le Brésil d'où je viens. Je pense que l'Europe a donné au monde cette idée de reconnaître l'être humain au centre d'une perspective de développement : les droits de l'homme, le droit de vote pour la femme, la reconnaissance de la femme comme l'égal de l'homme. Aujourd'hui, je trouve que l'Eu-

rope est dans un carrefour par rapport à l'immigration et à l'avenir : une population vieillissante qui a besoin de nouveaux arrivants et de nouveaux-nés, ce qui souvent se fait avec l'immigration. Il faut penser aux moyens d'intégrer cette immigration, c'est donnant donnant, une assimilation qui doit se faire de manière bienveillante des deux côtés. J'ai vécu à côté de Roubaix, qui est peut-être la ville la plus magrébine de France et se pose pour moi la question de l'intégration et de profiter de cette richesse culturelle pour construire une nouvelle France sans attendre la Coupe du monde pour vibrer ensemble.

Quelles sont les grandes nations européennes de Volley ? Qu'est-ce que ça apporte au TVB de participer aux championnats européens ?

Z.C : La France est championne olympique, c'est le plus grand titre en volley-ball pour les équipes nationales. La Ligue française est l'une des 4 meilleures dans le monde, aux côtés de la Pologne, l'Italie et la Russie. La France est un pays qui représente de nombreuses opportunités pour les joueurs mais aussi en dehors du volley, j'ai moi-même effectué des études de STAPS en parallèle de mon parcours professionnel, je suis professeur de sport.

M.F : L'Europe est le continent le plus important au niveau des clubs de volley-ball. On a trois compétitions européennes, La Ligue des Champions, la CEV et la Challenge Cup ; le TVB joue la Ligue des Champions qui est la plus importante. Dans son histoire, le TVB a vite gagné la Ligue des Champions. TVB est né pour l'Europe, c'est dans l'ADN du club d'être européen, c'est presque une obligation et cela fait parler de la ville de Tours ailleurs. En ce moment, on est en décalage au niveau du budget, nous sommes le 9ème club le plus important au monde

et pourtant nous ne sommes pas parmi les 50 premiers budgets, il y a beaucoup plus d'investissements dans les clubs italiens, russes et même en Turquie qu'en France. Cela démontre notre qualité de travail, mais aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure de rêver d'être parmi les 4 ou 5 meilleurs clubs européens de la Ligue des Champions, si on y arrive ce sera un superbe exploit, mais pour cela il va falloir que l'on travaille dans les instances de partenariats pour avoir plus de moyens.

Comment le TVB participe au rayonnement européen de la Ville de Tours ?

Z.C : Le TVB a mis la ville de Tours sur la carte de l'Europe. En 2005, il a gagné la plus prestigieuse compétition européenne de clubs qui est la Ligue des Champions. Tout le volley-ball mondial a été surpris et cela a fait connaître le club et donc la ville. Le TVB a créé une image pour la ville, pour la région, mais aussi pour la France. Ce n'est pas seulement la région des châteaux de la Loire et du vin, il y a aussi le Tours Volley Ball ! Pascal Foussard, qui est le manager du club, le Président et les partenaires ont été ambitieux, ils ont visé un objectif plus grand qu'être champion de France. Cela fait plus de 25 ans que le club participe à des championnats européens, ces championnats étant dominés par des clubs qui ont des moyens très importants. A Tours, la situation est différente, nous avons beaucoup de partenaires privés locaux qui investissent dans ce sport, ce qui est magnifique car cela crée un enthousiasme qui est rare.

M.F : La ville de Tours existe bien avant le volley-ball, il suffit de citer les châteaux et les auteurs qui sont nés ou sont passés par ici, l'histoire de la France passe par l'histoire de Tours. Cependant, contre tous et de nombreuses certitudes, un club est né. Il faut citer Mr Foussard qui a joué un rôle très important dans la trajectoire du club et qui prendra sa retraite à la fin de l'année. Mr





Pascal Foussard est champion olympique, il a vécu 26 titres, 40 ans de réussite. Le club a construit une culture de travail et de réussite qui est passée par la richesse interculturelle des différents individus : russes, brésiliens, finlandais, marocains, argentins, ukrainiens etc. De nombreuses nationalités du monde sont représentées à Tours, et moi je dis souvent que la ville de Tours est connue aussi par son volley. Partout où j'ai travaillé on parlait du TVB, les gens font les liens entre la ville et sa performance au volley.

blique, l'accès à l'éducation gratuite, l'accès aux services essentiels d'eau, d'hygiène, de transports en commun. On n'arrive pas à intégrer les gens les plus pauvres dans la société avec l'accès universel aux services de base, ce que l'Europe a déjà réussi depuis longtemps. Peut-être que la force de la France c'est d'avoir une école publique fréquentée par la classe moyenne donc une classe qui demande l'investissement de l'État dans des services de base, il faut préserver cela, l'école et l'hôpital publics, en tant qu'étranger je me bats pour que cela continue.

Photos : TVB
 Ci-dessus :
 Zeljko Coric
 Ci-contre :
 Zeljko Coric en blanc et Marcelo Fronckowiak en bleu.

Est-ce-que vos parcours au TVB ont un impact sur votre reconnaissance dans votre pays d'origine ?

Z.C : Mon parcours au TVB m'a fait connaître en Serbie parce que nous avons gagné des championnats et joué des finales importantes. Je suis partie de Serbie à 19 ans, j'ai vraiment bénéficié de l'image du TVB pour me faire connaître dans mon pays d'origine.

Le club développe-t-il des engagements solidaires ?

M.F : Je trouve que c'est une responsabilité citoyenne de partager ma passion, mes valeurs et la réalité du sport de haut niveau. Dernièrement j'ai effectué une intervention au collège Pierre Corneille de Tours et un entraînement pour le club d'Esvres. Avec les joueurs du club nous avons participé à une journée sport et handicap organisée par l'ADAPEI 37 à Saint Avertin. Je témoigne de plus en plus auprès des partenaires du club pour parler du sport de haut niveau, de nos routines de vie, comment on prépare le plan d'un match, comment on lit les forces et faiblesses de l'adversaire, tout ce qui est mis en place au niveau du groupe et de l'organisation du staff. Ces sujets intéressent beaucoup de gens, y compris le monde de l'entreprise.

Est ce qu'être parti travailler ailleurs a changé votre regard sur votre pays d'origine ?

Z.C : Tout à fait, il n'y a aucun pays qui est parfait ou mauvais, mais pour moi la France est proche de la perfection. Je suis né en Serbie, c'est un pays qui a du potentiel mais qui se trouve dans une longue phase de transition. J'ai vécu la guerre, les avions, les bombes, avant de venir en France je pensais que c'était une enfance normale ... Chez moi la littérature française était très présente, les grands écrivains français m'ont donné envie de découvrir ce pays et sa culture. En France, il existe de nombreux avantages qu'il faut apprécier, car la situation mondiale nous démontre que rien n'est sacré.

M.F : Le Brésil n'a pas encore trouvé de solutions par rapport à des choses basiques : l'accès à la santé pu-

Les valeurs européennes - Article 2

L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

> Cour de justice de l'Union européenne Luxembourg

Veille au respect de la législation européenne.

> Cour des comptes européenne Luxembourg

Contrôle le financement des activités de l'UE.

> Banque centrale européenne Francfort

Gère l'Euro et la politique monétaire européenne.

> Commission européenne

Membres désignés par les gouvernements nationaux

Missions principales :

- Soumettre des propositions de lois au Parlement et Conseil de l'UE
- Gérer le budget et exécuter les politiques
- Veiller à l'application du droit européen

> Conseil de l'Union européenne

Ministres des gouvernements de l'UE
Présidé par un pays de l'UE (chaque 6 mois)

Missions principales :

- Coordonner les politiques
- Elaborer la politique étrangère et de sécurité commune
- Conclure des accords internationaux

Missions communes de l'UE et Parlement

- Pouvoir législatif
- Pouvoir budgétaire

> Parlement européen

Députés élus au suffrage universel

Missions principales : Pouvoir de contrôle

Aujourd'hui siègent 705 députés européens dont 79 pour la France. Le nombre est déterminé en fonction du nombre d'habitants des pays.

Élections par les citoyens



LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES



ale

pli-
ro-

ne

s pays membres
ange tous les 6

gère

ationaux

s Conseil
t :

atif
étaire



Conseil européen

Réunit les chefs d'État
Définit les orientations et priorités politiques de l'UE

Élections par les citoyens d'un même pays





TÉMOIGNAGE

Photo :
Région Centre-Val de Loire

LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE, AU CŒUR DE L'EUROPE « UNIE DANS LA DIVERSITÉ » !

> Région Centre-Val de Loire

Plus de 60 ans après le traité de Rome, alors que l'Union européenne est confrontée au risque d'une décomposition, il ne faut pas moins d'Europe mais bien la faire vivre et la Région Centre-Val de Loire y prend pleinement sa part.

Depuis 1998, la coopération internationale constitue un pilier de la Région Centre-Val de Loire, qui développe des coopérations décentralisées au travers de partenariats stratégiques historiques et de coopérations de projets plus récentes : en Europe ce sont le Land de Saxe-Anhalt (Allemagne), la Région de Pardubice (République tchèque), la Voïvodie de Malopolska en Pologne et plus récemment la Région Toscane (Italie) et Région Central Denmark. L'ambition a toujours été de participer à construire un monde plus solidaire dans une logique de liens de réci-

procité et du respect des valeurs européennes.

Parallèlement, dès l'an 2000 s'est structuré Centraider, le Réseau Régional Multi-Acteurs qui accompagne et fédère les acteurs du territoire en matière de solidarité internationale, y compris en Europe.

La Région appuie par ailleurs de longue date les projets des acteurs du territoire au travers du dispositif Cadre d'Appui aux Projets Européens et Internationaux (CAPEI), qui finance environ 70 projets par an, à la fois pour :

- « Comprendre » : Sensibilisation à la Citoyenneté Européenne et à la Solidarité Internationale, y compris des actions spécifiques dans le cadre de jumelage ;
-

- « Agir » : Solidarité et Coopération Internationales pour contribuer à la réalisation des ODD ;
- « Bouger » : Mobilité Internationale des Jeunes (Service Civique international, Corps européen de solidarité, Volontariat de Solidarité Internationale, ...).

La Région est aussi historiquement plus largement engagée sur la mobilité des jeunes, en Europe ou à l'international, notamment avec le dispositif 100% Mobilité pour des séjours en Europe ou à l'international organisés pour une classe ou un groupe classe dans les lycées ou encore avec Mobi-Centre destiné aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur de la région ou encore Eurométiers Centre, le consortium Erasmus plus pour les stages des lycéens agricoles et apprentis en Europe.

La Région a lancé en 2018 la Conférence Permanente des Relations Internationales (CPRI) qui vise l'appropriation et la diffusion d'une culture de l'action internationale en région Centre-Val de Loire. L'intention est de favoriser le décloisonnement entre les nombreux acteurs des relations internationales (collectivités, entreprises, universités, ONG, centres de recherches, associations, lycées, acteurs culturels, etc.). Elle s'organise en groupes de travail, dont un sur « Europe et citoyenneté » auquel participent notamment les Centres d'information Europe Direct (CIED).

La dimension européenne de la Région n'est pas à démontrer, elle concerne l'ensemble des compétences régionales et ses politiques publiques. Pour participer à la construction européenne, les collectivités s'expriment et agissent au niveau européen au travers du Comité des régions mis en place en 1994, dont notre Région est membre depuis 2016.

La Région est convaincue qu'elle a un rôle à jouer pour participer à construire une Union européenne qui réponde aux aspirations et aux besoins des citoyens et du territoire. Elle a une antenne à Bruxelles depuis 2002 avec une équipe pour « faire vivre l'Europe », qui s'est progressivement renforcée pour devenir de véritables ambassadeurs des acteurs du territoire régional.

La Région participe aussi pleinement à la vie de l'AFCCRE (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe) qui œuvre pour l'intégration des collectivités territoriales dans toutes les étapes et à tous les niveaux de la construction européenne et pour une meilleure prise en compte des réalités locales par les institutions européennes.



Depuis 1998, la coopération internationale constitue un pilier de la Région Centre-Val de Loire, qui développe des coopérations décentralisées au travers de partenariats stratégiques historiques et de coopérations de projets plus récentes.

En ce sens, l'année 2014 a été un tournant important pour les Régions en France qui sont devenues « Autorité de Gestion » d'un certain nombre de fonds appelés « FESI » (Fonds Européens Structurels et d'Investissement), notamment en Centre-Val de Loire :

- Le Fonds européen de développement régional (FEDER), dans le cadre d'un programme régional et inter-régional Loire, et le Fonds social européen (FSE), qui financent la politique de cohésion économique, sociale et territoriale. L'objectif principal est de réduire les inégalités entre les territoires et d'assurer un développement harmonieux ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui soutient le développement rural dans le cadre de la Politique Agricole Commune.

L'objectif est de décliner ces programmes au plus près des territoires en prenant en compte les enjeux spécifiques locaux. La première programmation s'est faite sur 2014-2020 et la nouvelle court jusqu'en 2027, avec un montant de 410 M€ pour le FEDER-FSE et 114 M€ pour le FEADER.

La Région Centre-Val de Loire s'est dotée en 2017 d'une Stratégie Europe pour faire vivre le projet européen et accompagner les projets des citoyens et des acteurs des territoires auprès des institutions européennes. Elle sera renouvelée en 2024 avec une approche « Europe et International ».

Pour tisser un lien entre le territoire et la dimension européenne, la Région propose ainsi de :

- vous accompagner dans la compréhension des dispositifs européens, y compris au sein des Maisons de la Région dans chaque département ;
- faciliter le montage de vos projets en bénéficiant d'un meilleur accès aux financements et accompagnement : elle se fait aujourd'hui le relais de tous les fonds européens sur le site Euro-pocentre et a par ailleurs mis en place

Project'eur, un dispositif d'accompagnement pour les acteurs du territoire à répondre aux programmes de la Commission Européenne ;

- vous aider à trouver des partenaires et interlocuteurs en Europe : dans le cadre des partenariats privilégiés qu'elle entretient avec les Régions européennes et par l'intermédiaire de son bureau de représentation permanente à Bruxelles.

Pour finir, chaque mois de mai depuis 10 ans, la Région célèbre l'Europe et les projets qu'elle soutient dans le cadre de la campagne nationale « Le Joli mois de l'Europe ».

Au plaisir de vous y retrouver en 2024 !

Quelques exemples d'actions soutenues :

- Avec le CAPEI, ce sont chaque année 15 à 20 jeunes qui partent ou sont accueillis en Service Civique international, Corps européen de solidarité, Volontariat de Solidarité Internationale
- Avec le Programme européen ERASMUS+, ce sont près de 650 jeunes par an qui partent pour un budget de 1 M€
- Avec le nouveau Programme LEADER dans le cadre du FEADER, la Région a retenu 23 territoires et une enveloppe de 22,15 M€ pour accompagner des projets locaux « Bien vivre dans des territoires résilients »
- Avec le FEDER REACT-EU, la Région a mis en place un Contrat de Performance Energétique dans les lycées pour un montant de 30 M€



En cours jusqu'au 8 avril 2024, le concours régional Challenge « jeunes d'Europe, Exprimez-vous ! »



TÉMOIGNAGE

VENDÔME - GEVELSBERG : 50 ANS DE JUMELAGE

> Ville de Vendôme

Photos :
Ville de Vendôme

Les festivités du 50^e anniversaire du jumelage entre les villes de Gevelsberg (Allemagne) et Vendôme, organisées en France du 18 au 21 mai 2023, ont connu un grand succès populaire, au point de devenir l'un des événements qui aura marqué l'année 2023 sur le territoire vendômois. A quelques mois de la manifestation, rien ne laissait présager une si forte participation.

Pourtant, dès octobre 2021, une délégation d'élus vendômois, dont le Maire, Laurent Brillard, s'est déplacée à Gevelsberg à l'occasion de l'inauguration de la place Vendôme, rénovée après plusieurs décennies. Ce déplacement a permis de relancer le dialogue entre les villes. Au-delà des maires, les administratifs et les associations se sont mobilisés pour enrayer la baisse des échanges et faire face à une sortie de COVID compliquée. Les séances

de travail régulières, principalement en visio, qui ont suivi ce déplacement ont permis de co-élaborer un programme partagé et de l'améliorer jusqu'aux festivités.

La nécessité de se réinventer au travers de festivités

Pour faire face au vieillissement des acteurs « classiques » du jumelage et impulser une nouvelle énergie, il a été nécessaire de réinventer et bousculer les codes du groupe. Michèle Corvaisier, élue aux relations internationales de la ville de Vendôme et maître d'œuvre de ces festivités, a en effet porté la volonté politique de proposer un événement basé sur un concept global fort : faire de cet anniversaire un événement festif, populaire et ouvert à tous.

Ce fil rouge a permis d'impulser une nouvelle dynamique au-delà des habitudes qui tendaient à refermer le cercle des acteurs du jumelage sur lui-même, pour proposer de nouvelles idées, séduire de nouveaux acteurs, tant sur le territoire français qu'au-delà de la frontière.

Des axes de travail ont été privilégiés pour rendre le jumelage visible et accessible de tous les vendômois et de nos invités allemands, en proposant des actions simples et innovantes propices aux échanges, même sans pré requis de langage. Nous avons notamment valorisé les atouts locaux, qu'ils soient patrimoniaux, culinaires, culturels ou sportifs, pour séduire même (et peut être surtout) les citoyens du territoire jusqu'alors éloignés du jumelage.

”

Plus d'une trentaine d'actions ont été proposées dans un programme de plus de deux jours, pour toucher tous les publics et catégories d'âges

Plus d'une trentaine d'actions ont été proposées dans un programme de plus de deux jours, pour toucher tous les publics et catégories d'âges : une marche gourmande insolite animée par des associations de quartier et de marche, un marché interculturel de producteurs, une grande fête du jeu portée par les acteurs de la jeunesse, une exposition interactive retraçant les 50 ans du jumelage, plus de 80 canoës et des voitures anciennes faisant route commune vers un château, une radio animée par des jeunes... Des compétitions ou entraînements sportifs communs ont également été organisés, ou encore des rencontres autour de nouvelles disciplines.

De nombreuses animations festives dans la rue et l'espace public ont concouru à l'instauration de cette atmosphère de rencontre et de fête européenne, pour que chacun dans la ville se sente associé et puisse, quand bien même ils n'en connaîtraient pas la langue, partager ce climat de réjouissance avec nos amis allemands.

Car ils étaient bien là, les 394 allemands (sur 500 invités), arrivés le jeudi après-midi dans huit bus et autres transports individuels. 234 d'entre eux ont été logés dans 95 familles du territoire, qui leur ont ouvert leurs portes et leurs bras pour les accueillir et les accompagner pendant tout le weekend.

Deux ans et un travail de fourmi

Pendant plus de deux années, un travail de fourmi et de recherche a été réalisé par le comité de jumelage pour identifier 125 familles vendômoises volontaires pour héberger des citoyens de Gevelsberg... qu'ils ne connaissaient pas !

C'est aussi le comité de jumelage qui a identifié et constitué une «flotte d'interprètes» locaux, les positionnant sur chacune des actions selon leurs compétences, ce qui a permis une grande fluidité dans l'enchaînement du programme.

Des ateliers plus spécifiques avaient été organisés autour d'enjeux de démocratie européenne tels que la mobilité des jeunes, l'insertion, le développement durable, les énergies renouvelables. Les échanges ont été très productifs en termes d'informations et retours d'expérience de mobilité avec des jeunes français et allemands témoignant dans des ateliers et stands d'information. Ils ont été entourés de l'Éducation nationale, du comité de jumelage et du Rotary club, pour mettre en lumière les échanges habituels entre les deux villes en termes de stages ou d'échanges scolaires - notamment avec le dispositif Brigitte Sauzay.

CENTRAIDER, le réseau régional multi-acteurs pour la coopération et la solidarité

internationale, qui a coordonné ce temps d'échanges, a pu initier à cette occasion de nouvelles collaborations locales. Ses représentants ont en effet pu traiter de ses missions de mobilités internationales avec des jeunes avec d'autres acteurs locaux, notamment le service public le TRANSFO.

Pour relever le défi d'une manifestation grand public réussie, la ville de Vendôme s'est donc surtout appuyée sur des ressources locales, dont la mise en réseau a été la clé de voute du projet. Des nouvelles synergies ont pu émerger autour d'un programme et d'objectifs partagés de citoyenneté, d'ouverture aux autres et d'accessibilité global, entre autres. Ces enjeux se sont concrétisés par une très large participation, la dernière soirée rassemblant plus de 1500 personnes autour d'un concert et d'un repas sous la forme d'une guinguette multiculturelle.

Le bilan de cette manifestation à posteriori est la reprise d'échanges de jeunes et de groupes associatifs, un redémarrage étant déjà prévu pour les échanges scolaires. Des familles hôtegeantes ont déjà été accueillies en Allemagne cet été, rapidement après l'évènement, ce qui laisse augurer de belles promesses pour faire perdurer le jumelage d'amitié au-delà des 50 ans.





TÉMOIGNAGE

Photos :
Solidarité Laïque

FRANCOPHONIE ET SOLIDARITÉ EN RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE : 20 ANS DÉJÀ !

Philippe Paillard
> délégation départementale
Solidarité Laïque du Cher

Philippe Paillard est coordonnateur du projet « Francophonie et Solidarité en République de Moldavie » - délégation départementale Solidarité Laïque du Cher.

Solidarité Laïque est une union de 48 organisations liées à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire. Elle porte des actions de solidarité, tant à l'international qu'en France. Dans le Cher, la délégation départementale a été créée en 1986.

Depuis 2003, la délégation départementale Solidarité Laïque du Cher porte un projet de solidarité internationale en République de Moldavie.

Des missions d'échanges en Moldavie

Dès les premières années, un groupe de retraités, pour la plupart de l'enseignement, s'est organisé pour se rendre sur place et apporter un soutien aux professeurs de français moldaves dans un contexte économique et politique particulièrement critique. Cette mission de terrain s'est déroulée de fin septembre à fin octobre. Jusqu'à peu, le français était la première langue étrangère enseignée en République de Moldavie. Si ce n'est plus vrai au-

jourd'hui, l'anglais a pris le dessus, le nombre de professeurs de français et l'attachement à la Francophonie sont une réalité palpable. Même dans des contextes quotidiens tels que dans la rue, le marché ou les transports en commun, il est fréquent de rencontrer des personnes qui prennent plaisir à échanger quelques mots, voire à engager une véritable conversation, dans la langue de Molière, rappelant ainsi leurs années d'école.

Des liens très forts se sont tissés pendant ces vingt années et les cinquante bénévoles de Solidarité Laïque qui ont participé à l'aventure depuis le début du projet ont des carnets d'adresses de collègues, de partenaires, et le plus souvent d'amis moldaves qui sont bien remplis.

Mais que font ces français là-bas ? Ils agissent dans les classes, de l'école à

”

Des liens très forts se sont tissés pendant ces vingt années et les cinquante bénévoles de Solidarité Laïque qui ont participé à l'aventure

l'université, intervenant à la demande, co-intervenant ou prenant totalement en main la classe, selon la volonté de l'enseignant ou de l'équipe enseignante accueillant. Ils animent aussi des séminaires de formation des professeurs, en lien avec les directions de l'enseignement des districts.

Des stages linguistiques et culturels en France

Depuis 2010, nous proposons un stage culturel et linguistique en France, d'une durée d'un peu plus de deux semaines, aux professeurs moldaves. Cette formation se déroule habituellement en juin. C'est ainsi, qu'à l'issue de la 13^{ème} édition en juin 2023, à laquelle ont participé dix stagiaires, ce sont 116 enseignants de français qui en ont bénéficié au total. Quasiment tous les districts et municipalités du pays ont été concernés une année ou une autre.

Des rencontres à distance au fil de l'année

Depuis plusieurs années et avec une accélération due à la crise sanitaire de 2020 et 2021, qui a eu pour conséquence d'accroître les moyens informatiques et de communication des établissements d'enseignement moldaves, nous avons mis en place des temps d'échange à distance pour conduire des projets, soit à l'initiative d'un professeur ou d'une équipe de professeurs moldaves, soit à notre initiative.

En parallèle, des correspondances et parfois-même des partenariats scolaires ont été initiés. Le plus ancien concerne le collègue Jean Valette de Saint-Amand-Montrond, où œuvre l'association Berry-Moldavie, et l'antenne de l'Alliance française de Nisporeni.



” **L'année 2022-2023 fut l'occasion, pour les deux équipes d'enseignants, de co-construire un projet commun autour des valeurs européennes et de l'olympisme : Jeux Olympiques Paris 2024 en ligne de mire.**

Le projet « France-Moldavie : match aller »

Au cours de l'année 2021-2022, une équipe de professeurs du lycée des métiers du bâtiment Jean de Berry de Bourges nous a sollicités pour trouver un établissement partenaire moldave qui souhaiterait s'engager dans un projet avec échange. Notre réseau moldave nous a permis de contacter une professeure de français du Centre d'excellence en construction de République de Moldavie qui s'est montrée tout de suite enthousiaste. L'année 2022-2023 fut l'occasion, pour les deux équipes d'enseignants, de co-construire un projet commun autour des valeurs européennes et de l'olympisme : Jeux Olympiques Paris 2024 en ligne de mire. Si la perspective de se rendre en Moldavie était et est encore impossible pour les français, en raison du conflit armé dans la région, les jeunes moldaves pourraient être reçus en France. Imaginée au printemps, la semaine franco-moldave s'est finalement déroulée du 25 au 29 septembre, en début d'année scolaire 2023-2024. Le programme, préparé avec soin par l'équipe enseignante accueillante, a permis de fructueux échanges et temps de réflexion au-

tour des compétences professionnelles et des Objectifs du Développement Durable. Le dévoilement du trophée consacré aux JO Paris 2024, créé en coopération par les élèves des deux établissements dans les ateliers de menuiserie du lycée, en présence de Madame l'Ambassadeur de Moldavie en France, de Mme la vice-Présidente en charge de la Culture et de la coopération internationale de la Région Centre-Val de Loire, de deux vice-Présidents du Conseil départemental du Cher, du Président de Centraider et de la Présidente nationale de Solidarité Laïque a été un temps fort de cette rencontre. Il ne doit pas laisser dans l'ombre les visites d'entreprises berruyères, l'atelier ECSI animé par deux chargés de mission de Centraider, la découverte des richesses patrimoniales de Bourges ou de Paris (le dernier jour) ainsi que les temps conviviaux dont la soirée festive de clôture où plats moldaves et français, musiques et danses ont été partagés joyeusement. Une réunion à distance, organisée fin novembre, a déjà permis aux jeunes de faire un retour sur la semaine franco-moldave et un point d'étape du projet. En effet, l'aventure continue...Il faut préparer le « match retour » !



TÉMOIGNAGE

Photo :
Astrid Courty

LES « EUROPE DIRECT » : INTERMÉDIAIRES ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES CITOYENS

Astrid Courty

> Responsable Europe Direct de la Maison de l'Europe de Tours

Mélanie Deschamps

> Responsable Europe Direct du CRIJ Centre-Val de Loire

Interview croisée d'Astrid Courty et Mélanie Deschamps, responsables EUROPE DIRECT respectivement pour la Maison de l'Europe de Tours et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Centre-Val de Loire.

La Maison de l'Europe de Tours est une association qui vise à rapprocher les citoyens de l'Union Européenne (UE) et à favoriser une meilleure connaissance de ses enjeux politiques, programmes, fonctionnement et valeurs. L'association appartient au réseau national des Maisons de l'Europe.

Le CRIJ Centre-Val de Loire est une association qui accueille des jeunes pour les informer sur des sujets de leur vie quotidienne (études, logement, santé, mobilité internationale...). Le CRIJ dispose d'un accueil anonyme et gratuit et fait partie du réseau national Information jeunesse.

Le CRIJ et la Maison de l'Europe de Tours sont labélisés « EUROPE DIRECT » par la Commission européenne. Pouvez-vous nous expliquer quel est votre rôle et l'apport de ce label pour vos structures ?

Mélanie : En tant que centre EUROPE DIRECT, notre rôle est d'organiser des actions pour sensibiliser et informer tous les publics sur le fonctionnement de l'UE, ses politiques, programmes et législation. Notre rôle est aussi de rappeler la distinction entre l'Europe, qui englobe



Ce label nous apporte une reconnaissance au niveau régional. Nous sommes reconnus comme structure ressource sur l'UE pour tous les publics, pas uniquement pour les jeunes qui sont, à l'origine, notre public cible.

tous les pays à l'échelle du continent, et l'UE qui est un accord conclu entre plusieurs pays qui partagent des valeurs et des politiques communes.

Ce label nous apporte une reconnaissance au niveau régional. Nous sommes reconnus comme structure ressource sur l'UE pour tous les publics, pas uniquement pour les jeunes qui sont, à l'origine, notre public cible. Ce label permet aussi de créer des partenariats et projets mutualisés puisque nous faisons partie du réseau « EUROPE DIRECT » à l'échelle nationale et européenne.

Astrid : Les EUROPE DIRECT sont aussi là pour conseiller, aider, et orienter les citoyens vers des outils et organismes européens ressources qui sont souvent méconnus. Le label nous apporte une légitimité car nous avons accès à la documentation officielle et nous recevons un financement. Parallèlement, il apporte aussi des obligations vis-à-vis de la Commission européenne, notamment une action qui était implicite mais qui s'est renforcée : ressentir et faire remonter ce que les citoyens pensent de l'UE. Le réseau « EUROPE DIRECT »¹ est une force. Nous nous réunissons une fois par an au niveau européen et au niveau national. D'ailleurs, les dernières rencontres en France ont eu lieu à Tours en novembre 2023. Cette force du réseau européen est aussi une chance pour les territoires, pour faciliter la recherche de partenaires et mener des projets à bien.

Nous ne nous rendons pas toujours compte de l'impact de l'UE sur notre territoire, pouvez-vous nous l'expliquer ?

Astrid : On ne voit pas l'effet immédiat de l'UE car sa législation est diluée et retranscrite dans les lois nationales. De plus, nos politiques ne communiquent pas toujours sur l'UE et les financements qu'elle apporte. L'UE c'est aussi la défense des droits des citoyens et on l'oublie souvent.

Mélanie : il est vrai que l'on n'a pas conscience de l'impact de l'UE dans nos vies, alors que presque tout ce qui est autour de nous en découle. Pour que

les gens s'en rendent compte, il faut donner des exemples concrets, en voici quelques-uns : l'itinérance des données, le financement par l'UE des transports urbains, l'affichage des prix au kilo dans les supermarchés pour que les consommateurs puissent comparer les prix. En comprenant l'impact de l'UE dans notre quotidien, on peut ensuite agir pour la façonner à notre image.

Justement, comment peut-on faire entendre notre voix auprès de l'UE ?

Mélanie : Principalement par le vote. Tous les 5 ans les citoyens élisent les députés européens dont le rôle est de discuter, modifier et valider les propositions faites par la Commission européenne au même titre que le Conseil de l'UE². Les citoyens peuvent également contacter et interpellier des députés via le site du Parlement européen. Il y a aussi « l'Initiative citoyenne européenne » qui permet à un groupe de citoyens de plusieurs pays de l'UE de faire des propositions de lois.

Astrid : Il existe aussi la pétition européenne pour interpeller le Parlement ou la Commission européenne, des organismes comme le Centre européen des consommateurs qui contribuent à l'amélioration de la législation en fonction des retours des citoyens, et des plateformes telles que Together.eu pour échanger avec d'autres citoyens européens.

Vous menez principalement des projets à destination des jeunes. Quelles perceptions ont-ils de l'UE aujourd'hui ? Comment pouvons-nous les intéresser à l'Europe, les faire se sentir citoyens européens ?

Mélanie : Quand les jeunes pensent à l'Europe, ils pensent à ERASMUS et aux études à l'étranger. J'ai l'impression que pour eux l'UE est une évidence, car elle était déjà là avant leur naissance et ils n'ont pas conscience qu'ils ont une influence sur les décisions et que l'organi-

sation peut évoluer. Une des façons de les intéresser à l'UE est de leur expliquer ce qui se fait au plus près d'eux, en quoi l'UE est présente dans leur quotidien.

Astrid : Les jeunes sont nés dans l'UE donc pour eux cela va de soi, ils ne peuvent pas imaginer un retour en arrière. Aujourd'hui, il y a une certaine défiance face à la politique en France et en Europe d'autant que les députés européens ne sont pas médiatisés. On ne parle d'ailleurs presque jamais de l'UE. Un de nos enjeux communs pour les prochaines élections est d'aller vers les primo votants, notamment les jeunes vivants en milieu rural ou déscolarisés, pour leur expliquer leur rôle dans la construction de l'UE et les inciter à faire entendre leur voix.

En quoi l'UE doit-elle s'adapter pour répondre aux enjeux et questionnements des jeunes ?

Mélanie : Dans un premier temps, elle doit adapter le discours. Les jeunes ont besoin qu'on leur parle avec des mots simples. Ensuite, il faut parler de l'impact de l'UE dans leur quotidien et leur dire comment ils peuvent agir concrètement. Un autre point qui peut être intéressant serait de favoriser l'apprentissage des langues hors milieu scolaire car pour beaucoup les langues sont un frein qui empêche le contact avec d'autres pays européens.

Astrid : L'UE doit prêter plus d'attention à sa jeunesse, l'écouter et prendre en compte ce qu'elle lui dit. Au niveau national, les jeunes s'abstiennent énormément, ils subissent les décisions de leurs aînés et cela se répercute au niveau européen où les Gouvernements freinent certaines décisions progressistes.

« Jeunes d'Europe exprimez-vous » est un projet porté par plusieurs membres du groupe de travail « Europe et citoyenneté » mené dans le cadre de la CPRI³. L'objectif est que les jeunes puissent s'exprimer de quelque manière artistique que ce soit (danse, musique, écriture...) sur la thématique de la démocratie dans l'UE. Le challenge débute en novembre 2023 et se clôturera en avril 2024, il est ouvert aux jeunes de la région, de 15 à 25 ans.

¹ 49 structures labélisées en France sur 400 environ au niveau de l'ensemble des pays de l'Union européenne.

² Instance réunissant les ministres des États membres.

³ Conférence Permanente des Relations Internationales, instance coordonnée par la Région Centre-Val de Loire



TÉMOIGNAGE

L'EUROPE COMME VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT D'UNE ASSOCIATION

Photo :
Ville de Cloyes
-Les-Trois-
Rivières

> Europe en Berry Touraine

Europe en Berry Touraine (EBT) est une association à but non lucratif. Depuis 2010, elle organise des rencontres européennes, en partenariat avec des municipalités et des associations régionales et européennes, cofinancées par l'Union européenne. Chaque année, l'association organise des échanges entre jeunes de la région et jeunes européens dans des pays partenaires et sur le territoire, des rencontres intergénérationnelles et des formations pour les professionnels de la jeunesse.

Un réseau partenarial dynamique

Au travers des activités variées, déclinées de façon inclusive, festive et informative, l'association et son réseau font vivre concrètement le projet européen dans l'esprit de sa première raison d'être : un espace de paix, de partage et de solidarité, dans le respect de la diversité des cultures, des langues, des coutumes de tous ses citoyens. En effet, l'association a réussi, au fil des années, à développer un réseau de partenaires regroupant aujourd'hui municipalités et associations spécialisées sur l'ensemble des pays de l'Union européenne.

L'association s'est d'abord appuyée sur le jumelage de Châtillon-sur-Indre avec la ville de Solferino en Italie. L'objectif était alors de relancer le jumelage qui était en sommeil. La première rencontre européenne portée par l'association a réuni 4 pays et d'année en année, les rencontres se sont élargies à de nouveaux partenaires. Le développement de ce tissu partenarial a été appuyé par plusieurs ambassades de France en Europe qui ont mis l'association en relation avec d'éventuels partenaires dans d'autres pays. Le réseau s'est également élargi en accueillant des « amis d'amis » qui sont à leur tour devenus des partenaires. Il comprend donc une grande diversité et variété de contextes, de réalités et de fonctionnements, mais tous se



”

« Le bénévolat est le symbole de l'engagement citoyen, un ferment du lien social, économique et humain. Pour qu'il soit durable, il faut l'adapter aux possibilités de chacun (en temps et compétences) et qu'ils en perçoivent une certaine reconnaissance. »

Geneviève Hétroty

européens. L'accueil de rencontres européennes à Chatillon-sur-Indre, puis Loches, a d'ailleurs contribué à intéresser de nombreux habitants de ce territoire. Un autre système mis en place par l'association : le parrainage. Chaque mineur qui participe à des projets de l'association a un parrain parmi les bénévoles adultes, contribuant ainsi à renforcer le lien intergénérationnel.

Vers une professionnalisation de l'association

Bien que le réseau de bénévoles soit indispensable à la vie de l'association, il a été nécessaire de se professionnaliser. Ce changement d'échelle s'est tout d'abord concrétisé à travers le renforcement des compétences de certains bénévoles. D'ailleurs, l'association accompagne certains organismes partenaires à se structurer et à répondre à des programmes de financements européens. Face au développement de l'association et de ses projets, Europe en Berry Touraine s'est aussi professionnalisée en cherchant à recruter un salarié. L'association a obtenu en 2020 une accréditation qui lui permet de déposer une candidature chaque année aux financements du programme Erasmus+ jusqu'en 2027, lui offrant ainsi une visibilité à long terme. Cette accréditation a permis l'embauche d'une chargée de mission le 1er septembre 2021, qui a été suivie d'une seconde embauche le 1er mars 2023, grâce au soutien sur 3 ans de la région Centre-Val de Loire au travers d'un CAP'Asso¹.

Accompagner les échanges entre professionnels de la jeunesse en Europe

Chaque année, Europe en Berry Touraine organise 2 sessions de formation pour 34 animateurs de jeunesse fran-

çais ou originaires d'autres pays européens. Ces mobilités réunissent des animateurs de jeunesse ou des jeunes désireux de le devenir, qui souhaitent enrichir leur parcours. Ces formations contribuent à améliorer la qualité d'animation et à renforcer le rôle des organisations et des animateurs socio-éducatifs par l'acquisition d'outils et de méthodologie. C'est aussi pour l'ensemble des structures partenaires, l'occasion de développer des forces vives en encourageant et en accompagnant les vocations pour les métiers dans le domaine du travail de jeunesse. La coopération dynamique, instaurée au sein du réseau de partenaires, contribue à structurer une pratique européenne et renforce la dimension internationale du travail de jeunesse.

Depuis 3 ans, ces formations sont dispensées sur deux semaines dans l'année, une fois en France et une fois dans un pays européen partenaire. Les formations sont ouvertes à 5 partenaires du réseau dont Europe en Berry Touraine, mais également à 5 structures « extérieures » qui sont invitées par les autres membres. Ces actions contribuent donc également à développer un tissu de partenaires à travers l'Europe.

Pour participer à ces échanges entre professionnels, animateurs ou jeunes cherchant à devenir animateur, il faut être majeur, sans limite d'âge. Les frais de transport, hébergement et restauration sont pris en charge. Pour participer, il faut postuler par mail : europe.berry.touraine@gmail.com

¹ Le terme « CAP'Asso » est utilisé pour faire référence à un employé d'association recruté grâce à une aide au projet d'activité intégrant la création et/ou la consolidation d'emplois. Ce dispositif est promu par la Région Centre-Val de Loire depuis plus de 10 ans, en partenariat avec le Mouvement Associatif CVL. Il s'agit d'une subvention qui varie de 6000 € à 60000 € pour la durée du projet. La durée de l'aide est de 3 ans maximum, renouvelable deux fois. Pour plus d'informations, consultez : centre-val-de-loire.fr/le-guide-des-aides-de-la-region-centre-val-de-loire/capasso-centre.

rassemblent autour de mêmes valeurs et partagent une même philosophie.

Le bénévolat, une force fondamentale

Depuis sa création, Europe en Berry Touraine repose sur le volontariat. L'association compte quelques 330 bénévoles, représentant 3 générations : jeunes, parents, grands-parents. Ils sont la force vive de l'association qui ne saurait exister sans eux.

Ce qui attire les bénévoles à s'engager dans l'association est d'abord les relations humaines et l'esprit de famille qui est au cœur du projet d'Europe en Berry Touraine. Pour Geneviève Hétroty, présidente de l'association, le lien social doit être intergénérationnel et l'association se doit d'apporter autant aux jeunes qu'aux aînés. Pour consolider ce réseau de bénévoles, l'association s'est aussi appuyée sur les programmes européens qui ont permis de proposer des projets concrets : rencontrer des personnes d'autres pays



TÉMOIGNAGE

Photos :
Mouvement
européen en
Eure-et-Loir

LE MOUVEMENT EUROPÉEN EN EURE-ET-LOIR

> Mouvement
Européen Eure-et-Loir

”

Le Mouvement européen-France rassemble des milliers de bénévoles et sa branche jeune, les « Jeunes Européens-France », compte 26 groupes locaux répartis sur le territoire.

Le Mouvement européen a été créé au lendemain de la dernière guerre mondiale, en 1948, pour aider à la création d'une Europe pacifiée et unie. La section française du Mouvement européen a été créée en 1949 dans le but de promouvoir l'Europe et de favoriser la participation des citoyens à sa construction. Elle vise à développer en France l'information et la pédagogie sur l'Europe et son histoire, ainsi que la conscience de l'identité européenne et de la communauté de destin des peuples de l'Europe. Elle vise également à contribuer à la réalisation d'une Union sans cesse plus étroite de ses peuples dans une perspective fédérale. L'organisation de débats entre les citoyens et la formulation de propositions pour construire l'Europe sont au centre de ses actions.

Le Mouvement européen-France rassemble des milliers de bénévoles et sa branche jeune, les « Jeunes Européens-France », compte 26 groupes locaux répartis sur le territoire. Héritier de l'esprit des pères fondateurs de l'Europe, le Mouve-

ment européen est le premier acteur de la société civile en France sur les enjeux européens.

La section d'Eure-et-Loir du Mouvement européen-France déploie ses actions selon la ligne définie par les structures nationales et internationales du mouvement. Elle a pour mission de fournir au public un cadre d'information, de réflexion et d'échanges sur les objectifs de la construction européenne et l'état de ses réalisations, afin de le préparer à ses responsabilités au sein d'une Europe intégrée. Elle organise à cet effet des activités et des débats entre les citoyens sur les enjeux européens et sur la formulation de propositions pour mieux construire et renforcer l'Europe. Elle soutient dans ce cadre toutes les initiatives susceptibles de promouvoir l'idée européenne.

En 2023, la section d'Eure-et-Loir du Mouvement européen a notamment organisé, le 9 mai, un « Concert pour la Paix ». C'est une date commémorative car c'est le 9 mai 1950 que Robert Schuman a prononcé



Autre action marquante en 2023 du Mouvement européen d'Eure-et-Loir, celle ayant permis de réunir bon nombre de comités de jumelage du département, le 30 septembre dernier. Pareille action n'est pas courante. Elle a permis de réunir les villes d'un même département sur le thème de l'Europe et a rencontré un vif succès.

un discours appelant à des relations nouvelles entre les pays de notre continent, à commencer par la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Le 9 mai a été officialisé « Journée de l'Europe » en 1986, fêtée chaque année pour rappeler les valeurs sur lesquelles repose notre construction européenne.

Le caractère symbolique de ce « Concert pour la Paix » a été d'autant plus important dans le contexte de l'agression russe en Ukraine, aux portes de l'Union européenne. Le concert a eu lieu dans le Centre européen de rencontres Franz Stock (Le Coudray, à la périphérie de Chartres), au sein du « Séminaire des Barbelés », dans lequel un prêtre allemand, Franz Stock a œuvré en faveur de la réconciliation franco-allemande à la fin de la seconde guerre mondiale. Il ne pouvait être meilleur lieu pour organiser un « Concert pour la Paix », avec plus de 80 musiciens et choristes du département d'Eure-et-Loir, interprétant des œuvres classiques et de variétés, s'achevant par « L'hymne européen » soulignant les idéaux de liberté, de paix et de solidarité incarnés par l'Europe.

Autre action marquante en 2023 du Mouvement européen d'Eure-et-Loir, celle ayant permis de réunir bon nombre de comités de jumelage du département, le 30 septembre dernier. Pareille action n'est pas courante. Elle a permis de réunir les villes d'un même département sur le thème de l'Europe et a rencontré un vif succès. Cette rencontre était destinée à aider les comités de jumelage dans leurs activités avec leurs villes européennes partenaires et à mieux les faire connaître, notamment en tant qu'expression concrète au plan local d'une Europe des citoyens. Elle a permis aux responsables des comités de jumelage de pouvoir échanger, mettre en commun leurs difficultés et leurs expériences, et se tourner vers l'avenir en les revivifiant.

Une première partie de cette réunion était consacrée aux questions de financement et de l'implication des jeunes dans le cadre des jumelages. Mme Christine Marétheu, responsable du point de contact national du programme européen « Citoyens, égalité, droit et valeurs » (programme CERV) dont les jumelages font partie, est intervenue pour le présenter et échanger avec les participants notamment sur les moyens pour pouvoir bénéficier des aides financières prévues au titre de ce programme. Son intervention a permis de mieux identifier les conditions à mettre en place pour présenter correctement des candidatures à l'obtention de fonds européens. Concernant la jeunesse, en plus de ce qui se fait déjà à travers par exemple Erasmus+, il a été recommandé de proposer des projets aux établissements scolaires en dehors de simples échanges avec les écoles de la ville jumelle.

La deuxième partie consacrée aux jumelages euréliens a été animée par M. Daniel Cornalba, Maire de l'Etang-la-Ville (78) et en charge pour le Mouvement européen des relations avec les collectivités et élus locaux. Il est intervenu sur la place et le rôle des collectivités territoriales en Europe, notamment sur l'enjeu des jumelages et de la prochaine élection du Parlement européen. Il a également présenté les

conditions à remplir par les communes pour l'obtention du « Label Ville européenne ». Un long débat s'est tenu sur les grands dossiers européens qui font déjà, et feront en 2024, l'objet de nombreux questionnements comme les migrations, l'élargissement de l'Union européenne, l'Europe de la défense, la pollution et l'environnement, l'agriculture... Il a insisté sur le devoir et l'intérêt de voter à l'élection du Parlement européen en juin prochain et de ne pas s'en tenir à des positions anti-européennes simplistes, oubliant les avantages apportés par l'Europe même si celle-ci doit être toujours améliorée.

Dans le cadre de cette réunion, il a été rappelé ce qu'avait écrit en son temps Jacques Delors, président de la Commission européenne, sur les jumelages de communes : « Ils agissent tel un ciment sur les fondations européennes. D'abord, ils sont une manifestation de la volonté des populations et de leurs élus locaux de participer à la construction européenne. Ensuite, ils permettent d'ancrer les échanges entre villes partenaires dans le terroir de traditions, de cultures différentes, faisant vivre ainsi leur diversité, qui est la richesse de notre continent. L'Europe est alors vécue directement, concrètement, sans intermédiaires lointains ».



Un long débat s'est tenu sur les grands dossiers européens qui font déjà, et feront en 2024, l'objet de nombreux questionnements comme les migrations, l'élargissement de l'Union européenne, l'Europe de la défense, la pollution et l'environnement, l'agriculture...



TÉMOIGNAGE

VILLE DE BOURGES, CANDIDATE AU TITRE DE CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE EN 2028

> Ville de Bourges

Photos :
Ville de Bourges

Le 2 novembre, l'équipe Bourges 2028 et le maire de Bourges étaient au ministère de la culture pour déposer le dossier final de candidature pour le titre de Capitale Européenne de la Culture en 2028. 100 pages pour décrire un projet d'avenir pour Bourges, mais aussi pour son agglomération, pour le département du Cher et pour la région Centre-Val de Loire, membres fondateurs de l'association « Bourges 2028 ». C'est au travers de cette association que les collectivités portent le projet ambitieux et inspirant d'être un Territoire d'Avenir.

En faisant le choix du Territoire d'Avenir, Bourges 2028 propose avant tout une candidature à taille humaine. Le but est de faire des villes petites et moyennes des lieux où chacun, chacune a sa place. Et pour cause, le projet propose aux citoyens de s'impliquer dans les processus décisionnels de Bourges

2028, et la gouvernance de la candidature se veut démocratique. La création du conseil citoyen européen sera responsable de 20% du budget alloué aux projets artistiques.

Le projet inclut tous les citoyens, quelle que soit leur origine, leur place dans la société. Les actions proposées dans le cadre de la candidature visent à favoriser l'inclusion des jeunes en décrochage scolaire, des seniors, mais également des personnes porteuses de différence, des communautés de personnes immigrées ou LGBTQIA+, ou encore des sans-abris.

Bien entendu, la candidature a pris en compte les enjeux écologiques. Afin de participer à la lutte contre le dérèglement climatique, elle intègre, parmi ses objectifs, celui de respecter une empreinte carbone



”

Le projet inclut tous les citoyens, quelle que soit leur origine, leur place dans la société. Les actions proposées dans le cadre de la candidature visent à favoriser l'inclusion des jeunes en décrochage scolaire, des seniors, mais également des personnes porteuses de différence [...]

minime et de participer à réduire les émissions globales de 50% d'ici 2030 en proposant, entre autres, des moyens innovants pour attirer les publics dans la ville et la région. Le Metro Europa et le RER Europa / Le Soleil Ligérien, ou encore le concept des Gares Végétales sont des exemples de projets innovants permettant d'améliorer les connexions bas carbone dans les villes comme Bourges et avec d'autres villes françaises et européennes.

En intégrant les enjeux de notre société, Bourges 2028 présente une démarche de développement artistique et culturel à long terme, à travers une stratégie articulée autour de 3 axes :

- **Axe 1** : encourager et développer les pratiques culturelles et artistiques. Cet axe inclut des objectifs orientés vers la co-création de politiques publiques avec les citoyens, ainsi que le développement des pratiques culturelles et artistiques avec des artistes. Il s'agit également d'identifier et de développer des actions et des projets qui fassent écho aux changements sociétaux et environnementaux majeurs de notre temps.
- **Axe 2** : faciliter l'accès aux œuvres dans tous les domaines artistiques culturels et patrimoniaux. Cet axe vise à améliorer les

conditions d'accueil du public dans les lieux culturels et patrimoniaux de la ville de Bourges. Il a également pour objectif de renforcer les dynamiques de médiation culturelle en mobilisant les acteurs locaux et les établissements culturels de la ville.

- **Axe 3** : accompagner la création et les artistes, à toutes les étapes de leur carrière et à tout âge, et s'ouvrir à l'Europe. Cet axe vise à soutenir les artistes par le biais des résidences et en proposant des outils de création. Il s'agit également de proposer une stratégie européenne de soutien pour les artistes de différentes disciplines, au travers de l'accompagnement à la mobilité et des subventions pluriannuelles.

Chaque projet, chaque concept, ou presque, présente une dimension européenne ou internationale. En multipliant les partenariats avec des villes et artistes européens, Bourges 2028 souhaite favoriser au maximum le partage et l'apprentissage à travers l'Europe. S'il n'est pas possible d'en décrire tous les aspects en quelques lignes, voici quelques-uns des concepts et projets proposés.

La matrice européenne des territoires d'avenir, par exemple, est un réseau de villes européennes à taille humaine. Ces villes ont intégré, en tant que partenaires, environ 25 pro-

jets du programme artistique. Au travers des sessions de travail mensuelles, depuis avril 2023, la matrice facilite la consolidation des projets. A ce jour, la matrice compte 18 villes européennes avec le même profil que Bourges, c'est-à-dire des villes médianes en périphérie.

La création de la cité européenne des artistes Mélina Mercouri est également un projet phare de la candidature. Il s'agit de faire de Bourges un centre national et européen d'innovation créative grâce à la mise en place, au sein de l'Hôtel-Dieu, d'un tout nouveau genre de centre artistique proposant un accompagnement sur-mesure et des services adaptés aux artistes.

Si la ville de Bourges est lauréate, les impacts pour le territoire seront nombreux et forts. S'il est difficile de les anticiper précisément, nous savons que les retombées sont considérables et multidimensionnelles. A titre d'exemple, nous avons choisi la ville de Mons en Belgique qui présente une taille similaire à la ville de Bourges : 2 millions de visiteurs en 2015 et doublement du nombre de visiteurs après l'année du titre, plus de 700 emplois, 5 hôtels et 25 restaurants créés.

En 2029, Bourges aura démontré que la souplesse, la créativité, et l'empathie d'une ville à taille humaine peuvent donner aux citoyens et aux communautés, un rôle plus important pour le territoire.



TÉMOIGNAGE

LES ÉCHANGES DE SAINT-AMAND-MONTROND : DU CŒUR AU CENTRE DE LA FRANCE

Photos :
Comité de
jumelage Saint-
Amand-Montrond /
Association Berry-
Moldavie

Laurette DENQUIN > Comité de jumelage
Saint-Amand-Montrond / Nottuln

Fabrice Dubus-Mihai > Association Berry-Moldavie

Au centre de la France... Un comité de jumelage ordinaire avec du coeur !

L'année 2023 est l'année des jumelages, année du soixantième anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée (22/01/1963) par Charles De Gaulle et Konrad Adenauer pour sceller officiellement la réconciliation entre la France et l'Allemagne et conforter la mise en route de la communauté européenne déjà amorcée.

60 ans déjà que les chefs d'États, mais surtout les citoyens des deux pays, se sont impliqués afin d'apprendre à se connaître, à se rencontrer, à se parler, à coopérer pour un rapprochement des deux peuples.

De là est née la volonté pour plus de 2300 villes françaises de créer des jumelages afin d'organiser des échanges intergénérationnels dans de nombreux domaines (économique, culturel, sportif, scolaire...), par exemple dans notre cas : matchs de foot, rencontres de type « Intervilles », défilé de mode avec lycée professionnel Jean Moulin, manifestations associatives : cirque, danse, folklore, musique, défilé de carnaval, visite de marchés de Noël, périple à vélo le long de la Loire, atelier cuisine, création artisanale collective...

Saint-Amand-Montrond a réussi à s'engager sur la durée depuis la signature d'une charte d'amitié avec Nottuln en Rhénanie-Westphalie, en 1984 par Serge Vinçon et Hubert Kellerman, les maires de l'époque.

Aucune rupture depuis cette date entre les six maires à Nottuln et les trois à Saint-Amand-Montrond. Cette fraternité européenne est vivante entre les habitants de nos deux villes grâce au calendrier de manifestations régulières que sont la Foire aux vins, la fête nationale ou les Foires d'Orval en France, le Martinmarkt en Allemagne ainsi que les anniversaires fêtés tous les cinq ans de part et d'autre de la frontière.

Toutefois, nos relations ont connu une baisse d'activités durant la crise COVID. Pendant cette période, il a fallu repenser nos modes d'échanges. Or, les membres des comités n'y étaient pas suffisamment préparés et n'étaient pas outillés. Il faut bien le reconnaître, nous sommes une association qui fonctionne sur un budget minime, re-

”

Saint-Amand-Montrond a réussi à s'engager sur la durée depuis la signature d'une charte d'amitié avec Nottuln en Rhénanie-Westphalie, en 1984

groupe une cinquantaine de membres d'un certain âge (65 ans en moyenne), et repose principalement sur le conseil d'administration.

Comme l'a pointé le baromètre de la coopération et solidarité internationale en Centre-Val de Loire, réalisé par Centraider, notre comité de jumelage se situe pleinement dans le schéma décrit à travers les différentes problématiques, notamment le développement en direction des jeunes collégiens et lycéens.

Au-delà des échanges et afin de mobiliser de nouvelles personnes, nous avons imaginé de monter une réunion mensuelle appelée « Stammtisch » pour créer un moment d'échange entre adhérents, ainsi qu'un atelier de couture, tricot, broderie et objets en bois avec fabrication d'objets en forme de cœur, ce qui permet de nous faire connaître sur les marchés de Noël locaux tout en alimentant nos caisses depuis une dizaine d'années !

En parallèle, nous avons travaillé à l'accueil de jeunes en « service civique » ou « service volontaire », en collaboration avec Centraider et la Ligue de l'Enseignement, ainsi que les autres comités de jumelage de la ville (Rriobamba pour l'Equateur, Otwock pour la Pologne). Cela nous a permis de recevoir en 2021 un jeune « Riobambeño », une jeune Allemande (de Mayence !) et une jeune espagnole (à défaut de Polonais). A travers leur mission de promotion des Objectifs de Développement Durable, nous avons pu montrer aux jeunes quels échanges étaient possibles et quels étaient les domaines d'intervention des comités de jumelage. L'expérience se renouvelle cette année à compter du 20 novembre 2023, avec l'arrivée d'une Riobambeña et d'une jeune Bavaroise.

L'aventure « jumelage » se perpétue dans notre cité du Boischaud avec l'arrivée d'une quatrième ville : Penne, dans la Province italienne de Pescara. Cela montre la volonté de la municipalité et des autres associations d'intégrer de nouveaux horizons qui ne peuvent qu'enrichir nos cultures et notre éducation. Ce sujet est d'ailleurs au cœur de nos échanges avec nos homologues allemands, très touchés par des remises en cause de nos valeurs européennes.

Saint-Amand-Montrond - Moldavie : un échange qui dure

Initié en 2004 par Gérard Broussaud de l'association Solidarité Laïque, l'échange scolaire entre l'antenne de Nisporeni de l'Alliance française de Moldavie et le collège Jean Valette de Saint-Amand-Montrond vogue désormais vers ses vingt ans. Il a pris sa forme définitive en 2007-2008 sous l'impulsion de Răisa Andriuta (directrice de l'antenne) et de Fabrice Dubus (professeur au collège), avant la création en 2009 de l'association Berry-Moldavie qui gère désormais les échanges entre la sous-préfecture du Cher et cette ancienne république soviétique nichée entre la Roumanie et l'Ukraine.

Un printemps sur deux (exception faite des « années covid »), un groupe d'une quinzaine d'élèves moldaves est accueilli pendant deux semaines chez des correspondants français, assiste aux cours au collège, participe à des réceptions officielles (au Conseil départemental ou à l'hôtel de ville de Saint-Amand) et à des visites éducatives et patrimoniales, complétées par les weekends en famille. Un été sur deux, ce sont les élèves français qui partent chez leurs correspondants à la découverte de la Moldavie, de sa capitale Chişinău, de ses villages comme Orheiul Vechi, de ses monastères orthodoxes (Capriana) et de ses traditions (poteries, costumes, chants, danses, cuisine...). Dépaysement total assuré dans ce petit pays (le plus pauvre d'Europe) où il n'est pas rare de croiser des oies et des « chiens libres » dans la rue, ou encore des charrettes à cheval sur la grand-route.

Au fil des années, des liens se sont noués entre les familles aux deux extrémités de l'Europe et certains reviennent à l'occasion d'un mariage ou pour quelques jours de vacances tandis que d'autres se promettent de faire le voyage « dès qu'on aura l'occasion ». L'échange a aussi permis de faire découvrir la Moldavie dans le Berry avec

des reportages des élèves publiés dans la « Nouvelle République » et le « Berry Républicain », ainsi qu'avec deux expositions de photos (« Portraits moldaves » et « Instants Moldaves ») présentées à Saint-Amand. Interviewé chez lui par les élèves, Ion Carceland (peintre aquarelliste moldave) a également été invité et exposé dès 2012 dans la capitale du Boischaud, avant la galerie du Luxembourg cet automne.

En 2012, une collecte de fonds organisée par les élèves du collège avait déjà permis l'achat d'une dizaine de lits pour l'hôpital pédiatrique de Nisporeni, mais avec la guerre en Ukraine, c'est un nouveau volet qui s'est ouvert. Plus de 6000 € ont ainsi pu être collectés et envoyés pour venir en aide aux réfugiés accueillis à Nisporeni. Plusieurs tonnes d'aide matérielle ont également été convoyées à travers l'Europe (avec la coordination, « Cœur de France, solidarité Ukraine) pour être remises à l'hôpital local ou distribuées aux familles ukrainiennes. Pour l'occasion, des liens se sont aussi tissés (ou plus précisément « tricotés ») entre les pensionnaires de la MARPA de Saulzais-le-Potier et ceux de la maison de retraite de Nisporeni, les premiers ayant réalisé des couvertures pour les bébés ukrainiens puis des cartes de muguet pour le 1er mai, tandis que leurs « correspondants » fabriquaient des marţişors (porte-bonheur offert le 1er mars dans la tradition moldave). A l'heure où la Moldavie et sa dynamique présidente Maia Sandu frappent à la porte de l'Union européenne, les responsables de l'échange verraient du meilleur œil la mise en place d'un jumelage entre Nisporeni et Saint-Amand-Montrond (deux villes proches par bien des aspects) qui viendrait concrétiser près de deux décennies d'amitié.

Et : clin d'œil à Bourges et à son festival, la bibliothèque de l'antenne locale de Nisporeni porte déjà le nom de « BulleBerry » depuis que les échanges ont permis d'y apporter plus de 300 bandes dessinées en français.



DU NOUVEAU DANS L'ÉQUIPE !

C'est avec plaisir que nous avons accueilli Murielle Mignot le 4 septembre 2023 en tant que directrice. Elle est joignable au bureau d'Orléans et sur direction@centraider.org

Elsa Tisé-Versailles, avec qui nous avons eu la chance de travailler pendant 8 ans, quittera Centraider fin décembre. Elle rejoindra l'équipe d'un autre réseau régional Occitanie Coopération sur Toulouse. Nous lui souhaitons une bonne continuation et sommes ravis de pouvoir continuer à échanger avec elle sur certains dossiers.

LES RRMA EN ACTION

LES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALES



NOTEZ LA DATE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE CENTRAIDER 2024

Centraider tiendra son assemblée générale 2024 le 12 avril prochain. Le programme sera communiqué très prochainement, d'ici là notez la date !

L'ÉQUIPE DE CENTRAIDER



Murielle Mignot
Directrice
Représentation, développement de partenariat et de projets, relations institutionnelles
Coopération décentralisée Acteurs économiques et Responsabilité sociale des organisations
Orléans
direction@centraider.org
06 31 39 59 22



Charlotte Bourillon
Chargée de mission
Mobilité internationale
Formation des acteurs
Jeunesse, sport et tourisme solidaire
Europe
Engagement à l'international
Orléans
charlotte.bourillon@centraider.org
06 82 84 85 80



Guillaume Guetreau
Chargé de communication
Communication et réseaux sociaux
Observatoire
Orléans
guillaume.guetreau@centraider.org
07 68 20 42 67



Laurane Alaïs
Apprentie Communication
Veille & site internet
Réseaux sociaux
Appui aux événements
Orléans
laurane.alais@centraider.org



Sophie Laly
Responsable administrative et financière
Gestion administrative et financière
Identification des acteurs
Relations au CA & membres
Vendôme
sophie.laly@centraider.org
02 54 80 23 09



Maxime Guizouarn
Chargé de mission
Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale
Campagnes citoyennes : FESTISOL, Alimenterre
Animation de territoire ECSI
Vendôme
maxime.guizouarn@centraider.org



Aratim Kpartiou-Tchasse
Chargé de mission
Accompagnement des acteurs et animation de réseau (dept 45, 18)
Appel à projets & coordination RECITAL
Relations avec les Organisations de Solidarité Internationale issues de l'immigration
Agriculture & développement durable
Bourges
aratim.kpartiou-tchasse@centraider.org
06 31 38 93 75

CENTRAIDER
Siège
140 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER
Antenne de Tours
20 rue de Montbazou
37000 Tours
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER
Antenne d'Orléans
48 rue du Bourdon Blanc
45000 Orléans
tél.: 02 38 15 66 59

CENTRAIDER
Antenne de Bourges
3 rue du Moulon
18000 Bourges
tél.: 02 54 80 23 09

www.centraider.org
f t in @





LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

19 BÉNÉVOLES MOBILISÉS POUR LE RÉSEAU



Renaud Mettre
Président
Collège associations



Tony Ben Lahoucine
Président d'honneur
Collège réseaux départementaux



Bertrand Sajaloli
Vice-président
Collège institutions régionales



Issouf Eli Moussami
Vice-président
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM)



Pascal Meyer
Vice-président
Collège réseaux départementaux



Denis Rasle
Secrétaire
Collège comités de jumelages



Gabriel Rousseau
Secrétaire
Collège réseaux départementaux



Jean-Claude Lézier
Collège associations



Joël Dine
Collège associations



Jean-Luc Guéry
Collège associations



Jean-François Fillaut
Collège acteurs économiques



Mamadou Diarra
Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement



Théodore Toulougoussou
Collège OSIM



Laurence Bellais
Collège collectivités locales



Bruno Demeurant
Collège associations



Guy Chèvreau
Collège associations



Cédric Marmuse
Collège collectivités locales



Constance Bonduelle
Collège collectivités locales



Jean-Charles Nony
Collège associations



Forum régional des Jumelages et Villes jumelées

16 janvier 2024 • Orléans 

la coopération internationale, vectrice de paix et de partenariat
Objectifs de Développement Durable (ODD) n°16 et n°17